

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2008 — 3969

[2008/203835]

Extrait de l'arrêt n° 135/2008 du 21 octobre 2008

Numéros du rôle : 4280, 4281 et 4372

En cause :

- les recours en annulation des mots « de cours artistiques dans l'enseignement artistique » dans l'article 162, §§ 1^{er} et 2, du décret de la Communauté française du 8 mars 2007 « relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques », introduits par Guy Loozen et Marc Guillaume;

- le recours en annulation des articles 45, alinéa 1^{er}, 7^o et 11^o, et 162, § 2, du décret de la Communauté française du 8 mars 2007 précité, introduit par Jeanne Abraham et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, et des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels et T. Merckx-Van Goey, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 7 septembre 2007 et parvenues au greffe le 10 septembre 2007, des recours en annulation des mots « de cours artistiques dans l'enseignement artistique » dans l'article 162, §§ 1^{er} et 2, du décret de la Communauté française du 8 mars 2007 « relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques » (publié au *Moniteur belge* du 5 juin 2007) ont été introduits respectivement par Guy Loozen, demeurant à 6900 Marche-en-Famenne, rue Victor Libert 14, et par Marc Guillaume, demeurant à 4350 Pousset, rue Modeste Rigo 9.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 4 décembre 2007 et parvenue au greffe le 5 décembre 2007, un recours en annulation des articles 45, alinéa 1^{er}, 7^o et 11^o, et 162, § 2, du décret de la Communauté française du 8 mars 2007 précité a été introduit par Jeanne Abraham, demeurant à 4670 Mortier, rue Haisse 28, Jacqueline Delville, demeurant à 4460 Grâce-Hollogne, rue de Wasseige 48, Guy Severs, demeurant à 1070 Bruxelles, rue Delwart 5, Hervé Springael, demeurant à 1170 Bruxelles, avenue de la Tenderie 26a, Aubert Verdonck, demeurant à 5020 Malonne, rue d'Insevaux 104, et l'ASBL « Association des Inspecteurs de l'Enseignement organisé par la Communauté française », dont le siège social est établi à 4540 Amay, rue François Droogmans 52.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 4280, 4281 et 4372 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1.1. Les recours en annulation sont dirigés contre les articles 45, alinéa 1^{er}, 7^o et 11^o, et 162 du décret de la Communauté française du 8 mars 2007 « relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques » (ci-après : le décret du 8 mars 2007).

B.1.2. Afin d'améliorer la qualité et l'efficacité du système éducatif, le décret du 8 mars 2007 tend à réaliser une réforme des services de l'inspection, en rassemblant, en un texte unique, les différentes législations et réglementations qui existaient auparavant, et en organisant l'inspection de manière uniforme pour l'enseignement fondamental et secondaire, organisé et subventionné par la Communauté. Il ne règle cependant ni l'inspection des cours de religion, ni l'ensemble de l'inspection dans l'enseignement supérieur non universitaire.

L'article 3 du décret du 8 mars 2007 crée un « Service général de l'Inspection », dirigé par un inspecteur général coordinateur. Ce service général inter-réseaux de l'inspection est « structuré en sept services (un par niveau d'enseignement, enseignement à distance et centres PMS compris) » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2006-2007, n° 340/3, p. 8).

Le décret, d'une part, réaffirme les missions d'évaluation des études confiées à l'inspection, tout en en définissant d'autres, et, d'autre part, dote les membres du service d'inspection d'un nouveau statut « en lien avec l'importance de leur fonction » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2006-2007, n° 340/1, pp. 7-9).

Les dispositions attaquées concernent ce nouveau statut des membres du service d'inspection.

B.2. Le requérant dans l'affaire n° 4280 exerce à titre provisoire la fonction d'inspecteur du personnel auxiliaire d'éducation de la Communauté française.

Le requérant dans l'affaire n° 4281 exerce à titre provisoire la fonction d'inspecteur de cours d'agriculture et d'horticulture dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur non universitaire en Communauté française.

Les parties requérantes dans l'affaire n° 4372 sont, d'une part, cinq personnes exerçant à titre provisoire la fonction d'inspecteur de l'enseignement à distance en Communauté française et, d'autre part, une ASBL chargée de la défense de la fonction d'inspecteur dans l'enseignement de la Communauté française.

Leur intérêt à agir en annulation n'est pas contesté.

Quant au fond

En ce qui concerne les conditions de nomination à la fonction d'inspecteur

B.3.1. L'article 28 du décret du 8 mars 2007 dispose :

« Les fonctions que peuvent exercer les membres du personnel sont des fonctions de promotion classées comme suit :

1° Inspecteur :

1. Inspecteur de l'enseignement maternel;
2. Inspecteur de l'enseignement primaire;
3. Inspecteur de morale dans l'enseignement primaire;
4. Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement primaire;
5. Inspecteur de seconde langue dans l'enseignement fondamental;
6. Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
7. Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur de promotion sociale;
8. Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
9. Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
10. Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur de promotion sociale;
11. Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;
12. Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale;
13. Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;
14. Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;
15. Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale;
16. Inspecteur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale;
17. Inspecteur de morale dans l'enseignement secondaire;
18. Inspecteur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire;
19. Inspecteur de cours artistiques dans l'enseignement artistique;
20. Inspecteur du personnel auxiliaire d'éducation;
21. Inspecteur du personnel paramédical;
22. Inspecteur de la discipline psychopédagogique;
23. Inspecteur de la discipline sociale;
24. Inspecteur de la discipline paramédicale;
25. Inspecteur de l'enseignement à distance pour les matières littéraires et scientifiques;
26. Inspecteur de l'enseignement à distance pour les cours techniques et de pratique professionnelle;
27. Inspecteur de l'enseignement à distance pour les cours administratifs;

[...] ». Les fonctions de promotion mentionnées au 1° « sont parfaitement équivalentes, sans rapport hiérarchique entre elles » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2006-2007, n° 340/1, p. 14).

B.3.2. L'article 45 du décret du 8 mars 2007 prévoit les conditions de nomination à la fonction d'inspecteur comme suit :

« Nul ne peut être nommé à une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 28, 1°, s'il ne remplit les conditions suivantes :

- 1° Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;
- 2° Etre de conduite irréprochable;
- 3° Jouir des droits civils et politiques;
- 4° Avoir satisfait aux lois sur la milice;
- 5° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
- 6° Etre nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes ou dans plusieurs fonctions à prestations incomplètes couvrant des prestations complètes dans l'enseignement ou le cas échéant dans un centre psycho-médico-social organisé ou subventionné par la Communauté française;

7° Etre titulaire à titre définitif à concurrence d'au moins une demi-charge de l'une des fonctions reprises au tableau repris à l'annexe au présent décret, indiquées en regard de la fonction d'inspecteur à conférer et être porteur du titre éventuellement indiqué en regard de la même fonction;

8° Compter une ancienneté de service de dix ans au moins et une ancienneté de fonction de six ans au moins;

9° Ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes;

10° Ne pas avoir été démis de ses fonctions en application de l'article 64 ou 73;

11° Etre titulaire du brevet en rapport avec la fonction à conférer ».

En vertu de l'article 215 du décret du 8 mars 2007, cette disposition est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2007.

B.4. Dans la première branche de leur moyen unique, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus en combinaison avec les principes de sécurité juridique et de confiance légitime, les parties requérantes dans l'affaire n° 4372 estiment qu'en modifiant subitement les conditions de nomination définitive à la fonction d'inspecteur, l'article 45, alinéa 1^{er}, 7° et 11°, porte atteinte à leur confiance légitime.

Elles estiment que, dès lors qu'elles exercent depuis de nombreuses années la fonction d'inspecteur dans l'enseignement à distance, elles ont pu légitimement espérer être nommées dans cette fonction, ce qui est rendu impossible ou très difficile par l'exigence d'une nomination définitive ou d'un brevet; elles sollicitent par conséquent l'annulation de l'article 45, alinéa 1^{er}, 7° et 11°, du décret du 8 mars 2007.

B.5.1. L'article 45, alinéa 1^{er}, 7°, du décret du 8 mars 2007 impose comme condition de nomination le fait d'« être titulaire à titre définitif à concurrence d'au moins une demi-charge de l'une des fonctions reprises au tableau repris à l'annexe au présent décret, indiquées en regard de la fonction d'inspecteur à conférer et être porteur du titre éventuellement indiqué en regard de la même fonction ».

L'article 45, alinéa 1^{er}, 11°, du même décret impose d'« être titulaire du brevet en rapport avec la fonction à conférer ».

B.5.2. Compte tenu de la portée de la critique contenue dans le moyen, il convient de limiter l'examen de ces deux conditions de nomination attaquées en ce qu'elles exigent d'être titulaire à titre définitif de la fonction en rapport avec la fonction d'inspecteur à conférer (article 45, alinéa 1^{er}, 7°) et l'obtention d'un brevet (article 45, alinéa 1^{er}, 11°), et en ce qu'elles s'appliquent aux seuls inspecteurs de l'enseignement à distance de la Communauté française.

B.6. En ce qui concerne les inspecteurs de l'enseignement à distance, les points 25, 26 et 27 de l'annexe du décret du 8 mars 2007, publiée dans un *erratum* au *Moniteur belge* du 13 décembre 2007, disposent :

Fonctions d'inspecteur du Service général de l'Inspection	Fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel	Titres spécifiques
25. Inspecteur de l'enseignement à distance pour les matières littéraires et scientifiques	professeur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ou du degré supérieur	Titre requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ou dans l'enseignement secondaire du degré supérieur
26. Inspecteur de l'enseignement à distance pour les cours techniques et de pratique professionnelle	<p>a) professeur de cours techniques dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;</p> <p>b) sous-directeur de l'enseignement [secondaire] inférieur, chef d'atelier, proviseur ou sous-directeur, coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, directeur de l'enseignement secondaire inférieur, chef de travaux d'atelier, préfet des études ou directeur, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)</p> <p>c) professeur de cours techniques dans l'enseignement secondaire du degré supérieur, professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;</p> <p>d) chef d'atelier, proviseur ou sous-directeur, coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, chef de travaux d'atelier, préfet des études ou directeur, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)</p>	<p>a) pour les spécialités industrielles : diplôme d'ingénieur civil ou d'ingénieur technicien</p> <p>b) pour les autres spécialités : titres requis en vue de la nomination aux emplois d'inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ou d'inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur</p>

Fonctions d'inspecteur du Service général de l'Inspection	Fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel	Titres spécifiques
27. Inspecteur de l'enseignement à distance pour les cours administratifs	a) professeur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur, dans l'enseignement de plein exercice ou dans l'enseignement de promotion sociale; b) agent des Services du Gouvernement de niveau 1	a) titre requis pour la fonction de professeur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur, dans l'enseignement de plein exercice ou dans l'enseignement de promotion sociale

B.7.1. En ce qui concerne l'article 45 attaqué, les travaux préparatoires exposent :

« Cette disposition fixe les conditions auxquelles il doit être satisfait afin de pouvoir bénéficier d'une nomination à l'une des fonctions de promotion d'inspecteurs énumérées à l'article 28, 1^o.

Pour la fonction et le titre requis dont doit être titulaire le candidat à la nomination, il est renvoyé au tableau figurant en annexe du décret » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2006-2007, n^o 340/1, p. 15).

B.7.2. En ce qui concerne ces nouvelles dispositions statutaires, la ministre-présidente a souligné ce qui suit :

« [...] l'accès à la nomination à l'une des fonctions d'inspecteur est subordonné à l'obtention d'un brevet, pouvant être dorénavant acquis, pour chacune de ces fonctions d'inspecteur, par tout enseignant satisfaisant aux conditions requises, quel que soit le réseau d'enseignement au sein duquel il exerce ses fonctions.

En matière de conditions d'accès aux fonctions d'inspection, la philosophie retenue par le projet est de s'assurer que les candidats disposent bien d'une expérience concrète de pédagogue dans la matière inspectée et du titre requis pour l'exercice de la fonction inspectée » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2006-2007, n^o 340/3, p. 6).

Par cette réforme de leur statut, les inspecteurs peuvent « désormais, moyennant la réussite d'un brevet, être issus de n'importe quel réseau d'enseignement » (*ibid.*, p. 8).

B.7.3. En ce qui concerne ce brevet, l'article 50 du même décret dispose :

« § 1^{er}. Les brevets d'inspecteur pour chacune des fonctions visées à l'article 28, 1^o, sont délivrés au terme de trois sessions de formation sanctionnées chacune par une épreuve distincte. La durée globale des trois sessions de formation s'élève à minimum 120 heures.

La première session de formation vise à développer chez les candidats :

1^o Des aptitudes relationnelles, en particulier la gestion des ressources humaines : communication interne et externe, prise de parole en public, prise de décision, la gestion des conflits, techniques de négociation, technique d'évaluation du niveau des études d'un établissement ou d'une classe, utilisation de la voie de conseil, travail en équipes d'inspecteurs, conduite et motivation des groupes, relations avec les partenaires extérieurs à l'établissement;

2^o L'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

La deuxième session vise à développer chez les candidats des aptitudes pédagogiques et porte notamment sur les objectifs généraux de l'éducation, leur mise en œuvre, les socles de compétences, les compétences transversales, la pédagogie différenciée, l'évaluation formative et certificative ainsi que sur les courants actuels de la pédagogie, la connaissance de la psychologie de l'enfant avec un approfondissement pour la petite enfance (de 2 à 8 ans) pour les candidats inspecteurs de l'enseignement maternel, un approfondissement pour l'enfance et la pré-adolescence (de 5 à 14 ans) pour les candidats inspecteur de l'enseignement primaire et un approfondissement pour l'adolescence et le jeune adulte pour les inspecteurs de l'enseignement secondaire (toutes catégories confondues), l'enseignement spécialisé, les discriminations positives, la prévention de la violence, l'évaluation d'une séquence pédagogique.

[...] Par dérogation à l'alinéa 3, pour les brevets d'inspecteur pour les fonctions visées à l'article 28, 1^o, 25., 26. et 27., la deuxième session de formation vise à développer chez les candidats des compétences en pédagogie et problématique de la formation à distance, des aptitudes pédagogiques liées à la formation des adultes (andragogie), à l'ingénierie et au design pédagogique de l'enseignement et de la formation à distance, aux formules d'encadrement pédagogique à distance, à la gestion de projets et d'équipes multidisciplinaires, à l'évaluation formative et certificative.

La troisième session vise à développer chez les candidats l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires ainsi que le développement des capacités de gestion administrative.

[...] ».

B.8.1. Avant la réforme opérée par le décret du 8 mars 2007, l'inspection de l'enseignement à distance, prévue par l'article 4 de la loi du 5 mars 1965 sur l'enseignement par correspondance, était organisée par l'arrêté royal du 15 avril 1965 « réglant l'organisation de l'inspection de l'enseignement par correspondance » et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 1985 « instituant le jury de promotion pour les emplois d'inspecteurs dans l'enseignement à distance ».

Les conditions de nomination des inspecteurs de l'enseignement à distance étaient prévues par l'article 3 de l'arrêté royal précité du 15 avril 1965, respectivement pour les matières littéraires et scientifiques (§ 1^{er}), pour les cours techniques et de pratique professionnelle (§ 2), et pour les cours administratifs (§ 3) :

« § 1^{er}. Nul ne peut être nommé inspecteur de l'enseignement par correspondance pour les matières littéraires et scientifiques s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° faire partie du personnel enseignant des cours par correspondance de l'Etat de façon continue depuis au moins six ans et y avoir assumé comme tel une moyenne de prestations de cinq heures par semaine;

2° être porteur de diplômes qui sont au moins ceux exigés des professeurs qu'il doit inspecter;

3° avoir atteint l'âge de trente-cinq ans;

4° exercer effectivement une fonction principale à prestations complètes depuis dix ans au moins en qualité de membre du personnel enseignant dans un établissement d'enseignement organisé, subventionné ou reconnu par l'Etat;

5° avoir une connaissance approfondie de la langue dans laquelle sont enseignées les matières sur lesquelles l'inspection doit porter.

§ 2. Nul ne peut être nommé inspecteur de l'enseignement par correspondance pour les cours techniques et de pratique professionnelle s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° faire partie du personnel enseignant des cours par correspondance de l'Etat de façon continue depuis au moins six ans et y avoir assumé à ce titre une moyenne de prestations de cinq heures par semaine;

2° être porteur des titres suivants :

a) pour les spécialités industrielles : d'un diplôme d'ingénieur civil ou d'ingénieur technicien;

b) pour les autres spécialités : des titres requis en vue de la nomination aux emplois d'inspecteur de l'enseignement technique;

3° avoir atteint l'âge de trente-cinq ans;

4° exercer effectivement une fonction principale à prestations complètes depuis dix ans au moins en qualité de membre du personnel enseignant, dans un établissement d'enseignement organisé, subventionné ou reconnu par l'Etat;

5° avoir une connaissance approfondie de la langue dans laquelle sont enseignées les matières sur lesquelles l'inspection doit porter.

§ 3. Nul ne peut être nommé inspecteur de l'enseignement par correspondance pour les cours administratifs s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° faire partie du personnel enseignant des cours par correspondance de l'Etat de façon continue depuis au moins six ans et y avoir assumé à ce titre une moyenne de prestations de cinq heures par semaine;

2° être agent de l'Etat du niveau 1;

3° avoir atteint l'âge de trente-cinq ans;

4° avoir une connaissance approfondie de la langue dans laquelle sont enseignées les matières sur lesquelles l'inspection doit porter.

§ 4. En vue de l'application du 4°, du § 1^{er} et du § 2, les services que l'agent a rendus dans une position administrative qui lui vaut, de par son statut, son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement, peuvent être pris en considération à concurrence de cinq ans au maximum.

L'expérience utile acquise dans un métier ou une profession est assimilée à l'exercice d'une fonction à concurrence de quatre ans au maximum.

§ 5. Pour chacune des nominations à un emploi d'inspecteur, un des jurys de sélection institués par l'arrêté royal du 7 avril 1964, présente une liste de cinq candidats, au plus ».

B.8.2. Si le législateur estime qu'un changement de politique s'impose, il peut décider de lui donner un effet immédiat et, en principe, il n'est pas tenu de prévoir un régime transitoire. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont violés que si le régime transitoire ou son absence entraîne une différence de traitement insusceptible de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de la confiance légitime. Tel est le cas lorsqu'il est porté atteinte aux attentes légitimes d'une catégorie de justiciables sans qu'un motif impérieux d'intérêt général puisse justifier l'absence d'un régime transitoire.

B.8.3. Les exigences de nomination définitive et d'un brevet prévues par l'article 45, alinéa 1^{er}, 7° et 11°, du décret du 8 mars 2007 constituent, pour les candidats à une nomination en qualité d'inspecteur dans l'enseignement à distance, des conditions nouvelles de nomination par rapport aux conditions prévues par la réglementation antérieure.

B.9. Si l'exigence d'obtention d'un brevet s'impose comme condition générale aux futures nominations en qualité d'inspecteur, celle d'être titulaire, à titre définitif, d'une fonction en rapport avec la fonction d'inspecteur à conférer ne s'applique pas immédiatement à tous les candidats à une nomination en qualité d'inspecteur.

En effet, l'article 167 du décret du 8 mars 2007 dispose :

« Le membre du personnel qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, est désigné à titre temporaire en qualité d'inspecteur et remplit toutes les conditions prévues par la réglementation applicable à cette date pour pouvoir accéder à ladite fonction, à l'exception de celle relative au brevet, est admis aux épreuves pour l'obtention du brevet en rapport avec la fonction d'inspecteur correspondante conformément au présent décret pour autant qu'il remplisse les conditions visées à l'article 45, alinéa 1^{er}, 1° à 5°, 9° et 10°, en vue d'une nomination à titre définitif ou, le cas échéant, d'une désignation à titre temporaire à ladite fonction d'inspecteur ».

L'article 167 du décret du 8 mars 2007 permet ainsi aux personnes qui, à la veille de l'entrée en vigueur du décret, remplissent toutes les conditions prévues par la réglementation applicable à cette date, à l'exception de celle du brevet, de pouvoir accéder à la fonction d'inspecteur sans remplir la condition prévue notamment par l'article 45, alinéa 1^{er}, 7°, attaqué.

Il en résulte que l'exigence d'être titulaire, à titre définitif, d'une fonction en rapport avec la fonction d'inspecteur à conférer, prévue par l'article 45, alinéa 1^{er}, 7^o, ne s'appliquera pas aux candidats inspecteurs dans l'enseignement à distance désignés à titre temporaire en qualité d'inspecteur et qui, à la veille de l'entrée en vigueur, remplissaient les conditions de nomination prévues par l'arrêté royal précité du 15 avril 1965.

La critique des requérants, en ce qu'elle porte sur l'article 45, alinéa 1^{er}, 7^o, procède par conséquent d'une compréhension erronée de cette disposition.

B.10.1. L'exigence d'obtention d'un brevet constitue par contre une exigence nouvelle pour les candidats inspecteurs dans l'enseignement à distance et qui s'applique immédiatement aux futures nominations en qualité d'inspecteur.

Les travaux préparatoires cités en B.7.1 et B.7.2 font apparaître à cet égard que l'obtention du brevet est l'élément central du nouveau statut des inspecteurs : il tend à établir les aptitudes relationnelles et pédagogiques du candidat, et son exigence généralisée est justifiée par le fait que l'accès à la fonction d'inspecteur est ouvert à tous les candidats quel que soit le réseau dont ils sont issus, et par la volonté d'uniformiser en conséquence les conditions de nomination à la fonction d'inspecteur.

B.10.2. Compte tenu de ce qui précède, il n'est pas manifestement déraisonnable d'imposer dès le 1^{er} septembre 2007 la condition d'obtention d'un brevet pour toutes les nominations d'inspecteur, y compris dans l'enseignement à distance.

Pour le surplus, il appartiendra au Gouvernement de la Communauté française d'organiser efficacement et régulièrement les formations et les épreuves qui permettront aux candidats d'obtenir à bref délai le brevet qui conditionne leur nomination.

B.11. En sa première branche, le moyen dans l'affaire n^o 4372 n'est pas fondé.

En ce qui concerne la disposition transitoire au bénéfice des inspecteurs de cours artistiques dans l'enseignement artistique

B.12.1. L'article 162 du décret du 8 mars 2007 figure sous le titre IV, intitulé « Dispositions transitoires, modificatives, abrogatoire et finale », et dispose :

« § 1^{er}. Sont nommés à titre définitif à une fonction d'inspecteur de cours artistiques dans l'enseignement artistique les membres du personnel qui, à quelque titre que ce soit, occupent un emploi vacant d'une fonction de promotion d'inspecteur de cours artistiques dans l'enseignement artistique, pour autant qu'ils répondent aux conditions suivantes :

1^o Etre Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2^o Etre de conduite irréprochable;

3^o Jouir des droits civils et politiques;

4^o Avoir satisfait aux lois sur la milice;

5^o Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6^o Etre nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

7^o Compter une ancienneté de service de quinze ans au moins;

8^o Compter une ancienneté de fonction de dix ans au moins;

9^o Ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes;

§ 2. Le(s) membre(s) du personnel visé(s) au § 1^{er} qui ne remplit(ssent) pas toutes les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'une nomination à titre définitif en vertu de cette disposition, sont réputés désignés à titre provisoire en qualité d'inspecteur de cours artistiques dans l'enseignement artistique à la date d'entrée en vigueur du présent décret ».

B.12.2. L'article 215 du même décret dispose :

« Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2007, à l'exception de l'article 162, § 1^{er}, qui produit ses effets à la date à laquelle les membres du personnel concernés ont satisfait aux conditions requises ».

B.13.1. Dans leur moyen unique, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, les parties requérantes dans les affaires n^{os} 4280 et 4281 demandent l'annulation des mots « de cours artistiques dans l'enseignement artistique » inscrits à deux reprises dans le paragraphe 1^{er} et une fois dans le paragraphe 2 de l'article 162 attaqué.

Elles estiment qu'en réservant, sans aucun motif raisonnable, le bénéfice d'une nomination définitive automatique aux seuls inspecteurs de cours artistiques dans l'enseignement artistique, cette disposition transitoire discrimine les inspecteurs des autres cours dans les autres types d'enseignement qui se trouvent pourtant dans la même position administrative.

B.13.2. Dans la seconde branche de leur moyen unique, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus en combinaison avec les principes de sécurité juridique et de confiance légitime, les parties requérantes dans l'affaire n^o 4372 estiment que la disposition transitoire prévue par l'article 162 crée une discrimination injustifiée entre les inspecteurs de cours artistiques dans l'enseignement artistique et les inspecteurs dans l'enseignement à distance.

Par conséquent, elles sollicitent l'annulation de l'article 162, § 2, du décret du 8 mars 2007.

B.14.1. En ce qui concerne l'article 162, § 1^{er}, du décret du 8 mars 2007, l'exposé des motifs indique :

« En permettant la nomination à titre définitif des inspecteurs des cours artistiques dans l'enseignement artistique à la date à laquelle ils ont rempli les conditions requises, cette disposition permet de prendre en considération la situation particulière de ces membres du personnel. Depuis de très nombreuses années, ces derniers exercent en effet leur mission d'inspection sans pouvoir envisager une telle nomination, les dispositions en vigueur en la matière n'ayant jamais pu être mises en pratique à leur égard.

Les membres du personnel concernés s'intégreront ainsi pleinement dans la mise en œuvre de la réforme de l'inspection, leur situation statutaire stabilisée » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2006-2007, n^o 340/1, p. 9).

B.14.2. En ce qui concerne les dispositions transitoires prévues par les articles 157 à 170, les travaux préparatoires exposent :

« La mise en œuvre du nouveau dispositif contenu dans le présent décret nécessite que soient prévus divers mécanismes transitoires permettant d'assurer la transition entre les situations existantes à la veille de son entrée en vigueur et l'application du nouveau dispositif organique.

Est ainsi réglée la situation des membres du personnel qui seront soumis au nouveau dispositif décretaal et qui, à la veille de son entrée en vigueur, bénéficiaient d'une nomination à titre définitif dans la fonction de promotion concernée par ce nouveau dispositif ou étaient chargés d'une tâche de coordination de l'inspection.

Des conséquences particulières sont par ailleurs attachées à la détention de certains brevets ou à la réussite antérieure de certaines épreuves.

Il s'agit également de permettre, dans l'attente de l'organisation concrète des diverses formations prévues, la mise en application concrète de la réforme opérée par le présent décret.

L'article 162, § 1^{er}, entend permettre, aux conditions fixées, la nomination à titre définitif des inspecteurs des cours artistiques dans l'enseignement artistique, à la date à laquelle ces derniers ont rempli les conditions énumérées par cette disposition. Est ainsi prise en considération la situation spécifique de ces membres du personnel à l'égard desquels les dispositions en matière de nomination n'ont jamais pu être mises en pratique » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2006-2007, n° 340/1, p. 20).

B.14.3. L'avant-projet de décret prévoyait initialement une rétroactivité de cette nomination définitive au 1^{er} septembre 2006.

La section de législation du Conseil d'Etat a fait observer ce qui suit :

« Invitée à justifier la rétroactivité de l'article 162, la déléguée de la ministre-présidente a répondu :

' Comme indiqué dans le commentaire de cet article ainsi que dans l'Exposé des motifs, cette disposition en projet traduit la volonté de stabiliser au plus vite la situation administrative des membres du personnel concernés par la mise en œuvre des nouvelles dispositions contenues dans le texte actuellement en projet et qui, en raison de la situation tout à fait spécifique dans laquelle ils se trouvaient jusqu'à présent, n'ont jamais pu envisager une telle stabilisation.

Les règles en vigueur en matière de constitution des jurys dans le cadre de la procédure qui aurait dû leur permettre d'être nommés à titre définitif sont en effet telles que cette procédure n'a jamais pu être mise en œuvre (art. 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les règles d'après lesquelles est fixée la composition des jurys de promotion prévus par l'arrêté royal du 22 mars 1969).

Cette situation est hautement préjudiciable à des membres du personnel qui exercent la fonction d'inspecteur depuis de très nombreuses années et dont certains seront prochainement admis à la retraite sans possibilité à ce jour de faire valoir ces nombreuses années d'ancienneté de service en qualité d'inspecteur pour le calcul du montant de leur pension.

Les conditions d'ancienneté requises à l'article 162 en projet sont à cet égard exemplatives de la situation spécifique des intéressés '.

Il appartient au législateur d'apprécier si l'égalité ne serait pas mieux assurée si la disposition était rédigée de manière telle que les intéressés bénéficient de leur nomination au jour où ils remplissent les conditions de nomination à titre définitif, même si cette date est antérieure au 31 août 2006 » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2006-2007, n° 340/1, p. 166).

Afin de tenir compte de cette observation de la section de législation du Conseil d'Etat, le texte de l'article 162 en projet a été modifié, de même que le texte de l'article 215 du décret du 8 mars 2007, qui prévoit désormais que le paragraphe 1^{er} de cette disposition produit ses effets à la date à laquelle les membres du personnel concernés ont satisfait aux conditions requises.

B.15.1. Dans le rapport concernant le projet de décret devenu le décret du 8 mars 2007 s'est posée la question de savoir si le régime dont bénéficiaient les inspecteurs de cours artistiques dans l'enseignement artistique devait être étendu à d'autres personnes exerçant la fonction d'inspecteur et qui se trouvent dans une situation similaire :

« [Un membre] constate que l'article 162 [...] entend permettre, aux conditions fixées, la nomination à titre définitif d'inspecteurs des cours artistiques dans l'enseignement artistique. Est ainsi prise en considération la situation spécifique de ces membres du personnel à l'égard desquels les dispositions en matière de nomination n'ont jamais pu être mises en pratique.

Il semblerait que d'autres inspecteurs sont dans une situation similaire : il s'agit des inspecteurs de cours techniques et de pratique professionnelle de l'enseignement secondaire, de 4 inspecteurs de l'enseignement primaire de langue française, de plusieurs inspecteurs de cours généraux de l'enseignement secondaire et de plusieurs inspecteurs de l'enseignement à distance. Cette information est-elle vraie et quelles solutions sont proposées à ces personnes ?

Dans cette hypothèse, ne conviendrait-il pas d'aller au bout du raisonnement tenu par la déléguée de la Ministre, invitée par le Conseil d'Etat à s'expliquer sur cette disposition, et de prendre spécifiquement en compte la situation de tous les agents qui se trouveraient dans une situation semblable ? Car enfin, les inspecteurs visés dans cet article ne sont pas les seuls vis-à-vis desquels la nomination n'a pas été rendue possible depuis un certain nombre d'années.

Concernant l'entrée en vigueur du présent article, on note une différence entre le § 1^{er} qui, suivant en cela l'observation du Conseil d'Etat rétroagit au moment où le membre du personnel remplissait les conditions visées, tandis que le § 2 entre en vigueur le 1^{er} septembre 2007. Cette mesure ne sera notamment pas sans impact budgétaire. La Ministre peut-elle rappeler l'ensemble des mesures qui produisent leurs effets avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, les justifier et préciser le nombre de personnes concernées par ces mesures et, enfin, en estimer l'impact budgétaire ?

La ministre-présidente déclare que cette comparaison n'a pas lieu d'être entre les inspecteurs de l'enseignement artistique et les autres. Les inspecteurs de l'enseignement artistique vivent une situation particulière. Elle rappelle que dans l'enseignement artistique, une ancienneté de 10 ans est requise. Elle trouve qu'il n'y a pas lieu de faire ce parallélisme et que la proposition suggérée ne rentre pas dans la philosophie du texte et dès lors ne peut pas être suivie ! » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2006-2007, n° 340/3, pp. 22-23).

B.15.2. Un amendement avait d'ailleurs été déposé en vue d'étendre le bénéfice de cette disposition aux autres inspecteurs.

En ce qui concerne cet amendement, il a été exposé ce qui suit :

« Il est évident qu'il fallait faire quelque chose pour les inspecteurs faisant fonction dans l'enseignement artistique. Quinze ans d'ancienneté de service et dix ans d'ancienneté de fonction me paraissent équitables. Par contre, il faut quand même savoir qu'on n'a plus organisé d'épreuve d'obtention du brevet depuis un certain temps et que de nombreux agents exercent, parfois depuis longtemps, avec zèle et exactitude, des fonctions d'inspecteur à titre temporaire. En 2004, le législateur a pris la décision de régulariser, à l'occasion de la modification du statut relatif à la promotion sociale, les inspecteurs de l'enseignement de promotion sociale désignés à cette date à titre temporaire. Il y a donc un précédent.

Par conséquent, j'estime qu'il serait beaucoup plus équitable d'étendre la disposition à tout le monde. Bien sûr, on peut maintenir la proposition concernant les inspecteurs de l'enseignement artistique mais tous les inspecteurs devraient pouvoir bénéficier de cette disposition » (*C.R.I.*, Parlement de la Communauté française, 2006-2007, n° 11, séance du 27 février 2007, p. 23).

Cet amendement n'a pas été adopté.

B.16. C'est en règle au législateur qu'il appartient d'apprécier si un changement législatif doit s'accompagner de mesures transitoires afin de tenir compte des attentes légitimes des personnes concernées et c'est à lui qu'il revient de déterminer à quelles conditions et dans quels délais il pourra être dérogé aux dispositions nouvelles au bénéfice de ces personnes.

B.17.1. Le législateur ne peut toutefois, lorsqu'il instaure une disposition transitoire au bénéfice d'une catégorie de personnes, créer une différence de traitement injustifiée à l'égard d'une catégorie de personnes qui se trouveraient dans une situation analogue.

B.17.2. Or, si des difficultés pratiques de mise en œuvre des procédures de nomination ont pu justifier un régime transitoire dérogatoire pour les inspecteurs de cours artistiques dans l'enseignement artistique, force est de constater - ce que démontre d'ailleurs le parcours professionnel de tous les requérants - que des difficultés pratiques analogues existent en dehors de l'enseignement artistique, à l'égard de personnes qui exercent à titre provisoire et parfois depuis de nombreuses années la fonction d'inspecteur.

Il apparaît en effet, comme il ressort de la justification de l'amendement cité en B.15.2, que le Gouvernement de la Communauté française n'a pas contesté dans ses mémoires que de nombreuses personnes, telles que les requérants, exercent la fonction d'inspecteur sans avoir eu la possibilité d'obtenir le brevet en vue d'une nomination.

B.17.3. La disposition attaquée établit en conséquence une différence de traitement qui n'est pas raisonnablement justifiée au détriment des personnes qui exercent à titre temporaire la fonction d'inspecteur ailleurs que dans l'enseignement artistique.

Il ne se justifie donc pas d'exclure du régime transitoire prévu par l'article 162 attaqué des personnes qui, en dehors de l'enseignement artistique, se trouvent dans les mêmes conditions que celles prévues par cette disposition, qui exige notamment une ancienneté de fonction et de service beaucoup plus longue que ne le prévoit l'article 45 du décret.

B.18. Le moyen dans les affaires n^{os} 4280 et 4281 et le moyen, en sa seconde branche, dans l'affaire n^o 4372 sont donc fondés.

B.19. Seuls les mots « de cours artistiques dans l'enseignement artistique » doivent être annulés, dès lors qu'il serait contraire à l'objectif poursuivi par l'article 162 d'annuler cette disposition dans sa totalité.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les mots « de cours artistiques dans l'enseignement artistique » dans l'article 162 du décret de la Communauté française du 8 mars 2007 « relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques »;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 21 octobre 2008.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2008 — 3969

[2008/203835]

Uittreksel uit arrest nr. 135/2008 van 21 oktober 2008

Rolnummers 4280, 4281 en 4372

In zake :

- de beroepen tot vernietiging van de woorden « voor (of « van ») artistieke cursussen in het kunstonderwijs » in artikel 162, §§ 1 en 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 8 maart 2007 « betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs », ingesteld door Guy Loozen en Marc Guillaume;

- het beroep tot vernietiging van de artikelen 45, eerste lid, 7^o en 11^o, en 162, § 2, van het voormelde decreet van de Franse Gemeenschap van 8 maart 2007, ingesteld door Jeanne Abraham en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en M. Bossuyt, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels en T. Merckx-Van Goey, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen en rechtspleging

a. Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 7 september 2007 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 10 september 2007, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van de woorden « voor (of « van ») artistieke cursussen in het kunstonderwijs » in artikel 162, §§ 1 en 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 8 maart 2007 « betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 juni 2007), respectievelijk door Guy Loozen, wonende te 6900 Marche-en-Famenne, rue Victor Libert 14, en door Marc Guillaume, wonende te 4350 Pousset, rue Modeste Rigo 9.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 4 december 2007 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 5 december 2007, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 45, eerste lid, 7^o en 11^o, en 162, § 2, van het voormelde decreet van de Franse Gemeenschap van 8 maart 2007 door Jeanne Abraham, wonende te 4670 Mortier, rue Haise 28, Jacqueline Delville, wonende te 4460 Grâce-Hollogne, rue de Wasseige 48, Guy Severs, wonende te 1070 Brussel, Delwartstraat 5, Hervé Springael, wonende te 1170 Brussel, Vogelvangstlaan 26a, Aubert Verdonck, wonende te 5020 Malonne, rue d'Insevaux 104, en de vzw « Association des Inspecteurs de l'Enseignement organisé par la Communauté française », met maatschappelijke zetel te 4540 Amay, rue François Droogmans 52.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 4280, 4281 en 4372 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Wat betreft de bestreden bepalingen

B.1.1. De beroepen tot vernietiging zijn gericht tegen de artikelen 45, eerste lid, 7^o en 11^o, en 162 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 8 maart 2007 « betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs » (hierna : het decreet van 8 maart 2007).

B.1.2. Om de kwaliteit en de doeltreffendheid van het onderwijssysteem te verbeteren, strekt het decreet van 8 maart 2007 ertoe de inspectiediensten te hervormen door, in één tekst, de verschillende wetgevingen en reglementeringen die voordien bestonden te bundelen, en door de inspectie op uniforme wijze te organiseren voor het door de Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs. Het decreet regelt echter noch de inspectie voor de vakken godsdienst, noch de inspectie in het hoger niet-universitair onderwijs.

Artikel 3 van het decreet van 8 maart 2007 richt een algemene inspectiedienst op die onder leiding staat van een coördinerende inspecteur-generaal. Die netoverschrijdende algemene inspectiedienst is « gestructureerd in zeven diensten (één per onderwijsniveau, met inbegrip van het afstandsonderwijs en de PMS-centra) » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2006-2007, nr. 340/3, p. 8).

Het decreet bevestigt enerzijds opnieuw de aan de inspectie toevertrouwde opdrachten ter evaluatie van het onderwijs, waarbij tevens andere opdrachten worden vastgesteld, en anderzijds kent het de leden van de inspectiedienst een nieuw statuut toe « dat in verband staat met het belang van hun ambt » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2006-2007, nr. 340/1, pp. 7-9).

De bestreden bepalingen hebben betrekking op dat nieuwe statuut van de leden van de inspectiedienst.

B.2. De verzoeker in de zaak nr. 4280 oefent tijdelijk het ambt van inspecteur van het opvoedend hulppersoneel van de Franse Gemeenschap uit.

De verzoeker in de zaak nr. 4281 oefent tijdelijk het ambt van inspecteur voor de vakken landbouw en tuinbouw in het hoger secundair en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap uit.

De verzoekende partijen in de zaak nr. 4372 zijn, enerzijds, vijf personen die tijdelijk het ambt van inspecteur van het afstandsonderwijs in de Franse Gemeenschap uitoefenen en, anderzijds, een vzw die belast is met de verdediging van het ambt van inspecteur in het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

Hun belang om de vernietiging te vorderen wordt niet betwist.

Ten gronde

Wat betreft de voorwaarden om benoemd te worden in het ambt van inspecteur

B.3.1. Artikel 28 van het decreet van 8 maart 2007 bepaalt :

« De ambten die de personeelsleden kunnen uitoefenen, zijn bevorderingsambten die gerangschikt worden als volgt :

1^o Inspecteur :

1. Inspecteur van het kleuteronderwijs;
2. Inspecteur van het lager onderwijs;
3. Inspecteur zedenleer in het lager onderwijs;
4. Inspecteur bijzondere vakken in het lager onderwijs;
5. Inspecteur tweede taal in het basisonderwijs;
6. Inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad;
7. Inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad voor sociale promotie;
8. Inspecteur bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad;
9. Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad;
10. Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad voor sociale promotie;
11. Inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad;
12. Inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het hoger onderwijs voor sociale promotie;
13. Inspecteur bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad;

14. Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad;
 15. Inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het hoger onderwijs voor sociale promotie;
 16. Inspecteur psychologie, pedagogie en methodologie in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het hoger onderwijs voor sociale promotie;
 17. Inspecteur zedenleer in het secundair onderwijs;
 18. Inspecteur oude talen in het secundair onderwijs;
 19. Inspecteur kunstvakken in het kunstonderwijs;
 20. Inspecteur opvoedend hulppersoneel;
 21. Inspecteur paramedisch personeel;
 22. Inspecteur psycho-pedagogische discipline;
 23. Inspecteur sociale discipline;
 24. Inspecteur paramedische discipline;
 25. Inspecteur afstandsonderwijs voor de literaire en wetenschappelijke vakken;
 26. Inspecteur afstandsonderwijs voor de technische vakken en de beroepspraktijk;
 27. Inspecteur afstandsonderwijs voor de administratieve cursussen;
- [...] ».

De bevorderingsambten die worden vermeld in 1° « zijn volkomen gelijkwaardig, zonder dat er een hiërarchisch verband tussen die ambten bestaat » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2006-2007, nr. 340/1, p. 14).

B.3.2. Artikel 45 van het decreet van 8 maart 2007 voorziet in de volgende voorwaarden om benoemd te worden in het ambt van inspecteur :

« Niemand kan in een bevorderingsambt van inspecteur bedoeld in artikel 28, 1°, benoemd worden, indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Belg zijn of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

5° in regel zijn met de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

6° in vast verband benoemd of aangeworven zijn in een ambt met volledige dienstprestaties of in verschillende ambten met onvolledige dienstprestaties die volledige prestaties in het onderwijs dekken, of, in voorkomend geval, in een psycho-medisch-sociaal centrum dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd;

7° in vast verband, in verhouding tot ten minste een halve opdracht, titularis zijn van één van de ambten vermeld in de tabel van de bijlage bij dit decreet, naast het toe te kennen ambt van inspecteur, en houder zijn van het bekwaamheidsbewijs dat eventueel vermeld staat naast hetzelfde ambt;

8° een dienstanciënniteit van ten minste tien jaar en een ambtsanciënniteit van ten minste zes jaar tellen;

9° geen tuchtsanctie of -straf hebben ondergaan gedurende de vijf vorige jaren;

10° niet van zijn ambt ontheven zijn bij toepassing van artikel 64 of 73;

11° houder zijn van het brevet in verband met het toe te kennen ambt ».

Krachtens artikel 215 van het decreet van 8 maart 2007 is die bepaling in werking getreden op 1 september 2007.

B.4. In het eerste onderdeel van het enige middel, dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de beginselen van rechtszekerheid en gewettigd vertrouwen, menen de verzoekende partijen in de zaak nr. 4372 dat artikel 45, eerste lid, 7° en 11°, door de voorwaarden om vast benoemd te worden in het ambt van inspecteur plotseling te wijzigen, afbreuk doet aan hun gewettigde vertrouwen.

Zij menen dat, aangezien ze sedert vele jaren het ambt van inspecteur in het afstandsonderwijs uitoefenen, zij rechtmatig hadden kunnen verwachten benoemd te worden in dat ambt, wat onmogelijk of erg moeilijk wordt gemaakt door de vereiste van een vaste benoeming of een brevet; ze vorderen bijgevolg de vernietiging van artikel 45, eerste lid, 7° en 11°, van het decreet van 8 maart 2007.

B.5.1. Artikel 45, eerste lid, 7°, van het decreet van 8 maart 2007 stelt immers als voorwaarde om benoemd te worden dat men « in vast verband, in verhouding tot ten minste een halve opdracht, titularis [dient te] zijn van één van de ambten vermeld in de tabel van de bijlage bij dit decreet, naast het toe te kennen ambt van inspecteur, en houder [dient te] zijn van het bekwaamheidsbewijs dat eventueel vermeld staat naast hetzelfde ambt ».

Artikel 45, eerste lid, 11°, van hetzelfde decreet stelt als voorwaarde dat men « houder [dient te] zijn van het brevet in verband met het toe te kennen ambt ».

B.5.2. Rekening houdend met de draagwijdte van de kritiek die in het middel is vervat, dient het onderzoek van die twee bestreden benoemingsvoorwaarden te worden beperkt tot de vereiste in vast verband titularis te zijn van het ambt in verband met het toe te kennen ambt van inspecteur (artikel 45, eerste lid, 7°) en tot de vereiste een brevet behaald te hebben (artikel 45, eerste lid, 11°), in zoverre die vereisten enkel van toepassing zijn op de inspecteurs van het afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap.

B.6. Wat betreft de inspecteurs van het afstandsonderwijs, bepalen de punten 25, 26 en 27 van de bijlage bij het decreet van 8 maart 2007, bekendgemaakt in een *erratum* in het *Belgisch Staatsblad* van 13 december 2007 :

Ambten van inspecteur van de algemene inspectiedienst	Ambten waarvan de personeelsleden titularis dienen te zijn	Bijzondere bekwaamheidsbewijzen
25. Inspecteur afstandsonderwijs voor de literaire en wetenschappelijke vakken	leraar algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad of van de hogere graad	Bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt van leraar algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad of in het secundair onderwijs van de hogere graad
26. Inspecteur afstandsonderwijs voor de technische vakken en de beroepspraktijk	<p>a) leraar technische vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad, leraar beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad, leraar technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad;</p> <p>b) onderdirecteur lager [secundair] onderwijs, werkmeester, provisor of onderdirecteur, coördinator van een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, directeur lager secundair onderwijs, werkplaatsleider, studiefprefect of directeur, op voorwaarde dat het personeelslid afkomstig is van een in punt a) bedoeld ambt;</p> <p>c) leraar technische vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad, leraar beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad, leraar technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad;</p> <p>d) werkmeester, provisor of onderdirecteur, coördinator van een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, werkplaatsleider, studiefprefect of directeur, op voorwaarde dat het personeelslid afkomstig is van een in punt a) bedoeld ambt</p>	<p>a) voor de nijverheids-specialiteiten : diploma burgerlijk ingenieur of technisch ingenieur;</p> <p>b) voor de andere specialiteiten : bekwaamheidsbewijzen vereist met het oog op de benoeming in de betrekkingen van inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad of van inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad</p>
27. Inspecteur afstandsonderwijs voor de administratieve vakken	<p>a) leraar algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad, in het onderwijs met volledig leerplan of in het onderwijs voor sociale promotie;</p> <p>b) ambtenaar van de Diensten van de Regering van niveau 1</p>	a) bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt van leraar algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad, in het onderwijs met volledig leerplan of in het onderwijs voor sociale promotie

B.7.1. Wat betreft het bestreden artikel 45, wordt in de parlementaire voorbereiding het volgende uiteengezet :

« Die bepaling stelt de voorwaarden vast waaraan dient te zijn voldaan om te kunnen worden benoemd in één van de bevorderingsambten van inspecteur die zijn opgesomd in artikel 28, 1^o.

Voor het ambt en het vereiste bekwaamheidsbewijs waarvan de kandidaat voor de benoeming houder dient te zijn, wordt verwezen naar de tabel die als bijlage is opgenomen bij het decreet » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2006-2007, nr. 340/1, p. 15).

B.7.2. Wat die nieuwe statutaire bepalingen betreft, beklemtoonde de minister-presidente het volgende :

« [...] de toegang tot de benoeming in één van de ambten van inspecteur is afhankelijk van het behalen van een brevet, dat voortaan kan worden verkregen, voor ieder dergelijk ambt van inspecteur, door elke leerkracht die voldoet aan de vereiste voorwaarden, ongeacht het onderwijsnet waarin hij zijn ambt uitoefent.

Inzake de voorwaarden om toegang te krijgen tot de inspectieambten, is de filosofie van het ontwerp dat men zich ervan wil vergewissen dat de kandidaten wel degelijk over een concrete ervaring als pedagoog beschikken in het geïnspecteerde vak en over het vereiste bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van het inspectieambt » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2006-2007, nr. 340/3, p. 6).

Door die hervorming van hun statuut kunnen de inspecteurs « voortaan, op voorwaarde dat ze slagen voor een brevet, uit eender welk onderwijsnet afkomstig zijn » (*ibid.*, p. 8).

B.7.3. Wat betreft dat brevet, bepaalt artikel 50 van hetzelfde decreet :

« § 1. De brevetten van inspecteur voor elk van de ambten bedoeld in artikel 28, 1^o, worden uitgereikt op het einde van de drie opleidingssessies die elk door een afzonderlijke proef worden bekrachtigd. De globale duur van de drie opleidingssessies is hoogstens 120 uur.

De eerste opleidingssessie heeft tot doel :

1^o de relationele vaardigheden van de kandidaten te ontwikkelen, inzonderheid het human resources management : interne en externe communicatie, spreken in het openbaar, het nemen van beslissingen, het beslechten van conflicten, onderhandelings technieken, technieken voor de evaluatie van het studieniveau van een inrichting of een klas, gebruik van raadgeving, werken met teams van inspecteurs, leiding en motivatie van de groepen, betrekkingen met de partners die niet tot de inrichting behoren;

2° een methode voor de evaluatie van zijn eigen actie te verwerven.

De tweede sessie heeft tot doel de pedagogische vaardigheden van de kandidaten te ontwikkelen en heeft inzonderheid betrekking op de algemene doelstellingen van het onderwijs, de uitvoeringsmaatregelen om die te bereiken, het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de transversale bevoegdheden, de gedifferentieerde pedagogie, de opleidings- en bekrachtigingsevaluatie, en op de actuele stromingen inzake pedagogie, de kennis van de psychologie van het kind, vooral van het kleine kind (van 2 tot 8 jaar), voor de kandidaat-inspecteurs van het kleuteronderwijs, van het kind en de preadolescent (van 5 tot 14 jaar), voor de kandidaat-inspecteurs van het lager onderwijs, en van de adolescent en de jonge volwassene, voor de inspecteurs van het secundair onderwijs (alle categorieën samen), het gespecialiseerd onderwijs, de positieve discriminatie, de preventie van geweld, de evaluatie van een pedagogische sequentie.

[...]

In afwijking van het derde lid, voor de brevetten van inspecteur voor de ambten bedoeld in artikel 28, 1°, 25., 26. en 27., heeft de tweede opleidings sessie tot doel de vaardigheden van de kandidaten te ontwikkelen inzake pedagogie en problematiek van de afstandopleiding, pedagogische vaardigheden in verband met de opleiding van volwassenen (andragogie), de engineering en pedagogisch design van het afstandsonderwijs en de afstandopleiding, de formules voor de pedagogische begeleiding op afstand, het beheer van multidisciplinaire projecten en teams, de opleidings-evaluatie met uitreiking van een getuigschrift.

De derde sessie heeft tot doel de vaardigheid van de kandidaten te ontwikkelen om met open boek de wetgevings- en verordeningmateries te beheersen alsook hun bekwaamheid inzake administratief beheer te ontwikkelen.

[...] ».

B.8.1. Vóór de hervorming die werd doorgevoerd door het decreet van 8 maart 2007, werd de inspectie van het afstandsonderwijs, bedoeld in artikel 4 van de wet van 5 maart 1965 op het schriftelijk onderwijs, georganiseerd door het koninklijk besluit van 15 april 1965 « tot regeling van de organisatie van de inspectie van het schriftelijk onderwijs » en door het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 7 oktober 1985 « tot instelling van de Bevorderingscommissie voor de betrekkingen van inspecteur in het afstandsonderwijs ».

De benoemingsvoorwaarden voor de inspecteurs van het afstandsonderwijs waren als volgt bepaald in artikel 3 van het voormelde koninklijk besluit van 15 april 1965, respectievelijk voor de letterkundige en de wetenschappelijke vakken (§ 1), voor de technische vakken en de beroepspraktijk (§ 2), en voor de administratieve vakken (§ 3) :

« § 1. Niemand kan benoemd worden tot inspecteur van het schriftelijk onderwijs voor de letterkundige en de wetenschappelijke vakken zo hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° sedert ten minste zes jaar ononderbroken deel uitmaken van het onderwijzend personeel van de schriftelijke Rijksleergangen en er in die hoedanigheid een gemiddelde prestatie van vijf uur per week uitgeoefend hebben;

2° houder zijn van diploma's die ten minste die zijn welke vereist worden van de leraars die hij moet inspecteren;

3° de leeftijd van 35 jaar bereikt hebben;

4° sedert ten minste tien jaar effectief, als lid van het onderwijzend personeel, een hoofdambt met volledige dienstprestaties uitoefenen in een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende onderwijsinrichting;

5° een grondige kennis bezitten van de onderwijstaal der te inspecteren leervakken.

§ 2. Niemand kan benoemd worden tot inspecteur van het schriftelijk onderwijs voor de technische vakken en de beroepspraktijk zo hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° sedert ten minste zes jaar ononderbroken deel uitmaken van het onderwijzend personeel van de schriftelijke Rijksleergangen en er in die hoedanigheid een gemiddelde prestatie van vijf uur per week uitgeoefend hebben;

2° de volgende titels bezitten :

a) voor de nijverheidsspecialiteiten : een diploma van burgerlijk ingenieur of van technisch ingenieur;

b) voor de andere specialiteiten : de titels die vereist zijn voor een benoeming tot de betrekkingen van inspecteur in het technisch onderwijs;

3° de leeftijd van 35 jaar bereikt hebben;

4° sedert ten minste tien jaar effectief, als lid van het onderwijzend personeel, een hoofdambt met volledige dienstprestaties uitoefenen in een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende onderwijsinrichting;

5° een grondige kennis bezitten van de onderwijstaal der te inspecteren leervakken.

§ 3. Niemand kan benoemd worden tot inspecteur van het schriftelijk onderwijs voor de administratieve vakken zo hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° sedert ten minste zes jaar ononderbroken deel uitmaken van het onderwijzend personeel van de schriftelijke Rijksleergangen en er in die hoedanigheid een gemiddelde prestatie van vijf uur per week uitgeoefend hebben;

2° Rijksambtenaar van het eerste niveau zijn;

3° de leeftijd van 35 jaar bereikt hebben;

4° een grondige kennis bezitten van de onderwijstaal der te inspecteren vakken.

§ 4. Voor de toepassing van § 1, 4° en § 2, 4°, kunnen de diensten door het personeelslid verstrekt in een administratieve stand die hem ingevolge zijn statuut recht geeft op zijn activiteitswedde of, zo niet, op het behoud van zijn aanspraken op bevordering tot een hogere wedde, in aanmerking genomen worden naar rato van ten hoogste vijf jaar.

De in een vak of beroep verworven nuttige ervaring wordt gelijkgesteld met de uitoefening van een ambt naar rato van ten hoogste vier jaar.

§ 5. Voor elke benoeming tot een inspecteursambt wordt door een der examencommissies, ingesteld door het koninklijk besluit van 7 april 1964, een lijst van ten hoogste vijf kandidaten voorgelegd ».

B.8.2. Indien de wetgever een beleidswijziging noodzakelijk acht, vermag hij te oordelen dat die beleidswijziging met onmiddellijke ingang moet worden doorgevoerd en is hij in beginsel niet ertoe gehouden in een overgangsregeling te voorzien. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn slechts geschonden indien de overgangsregeling of de afwezigheid daarvan tot een verschil in behandeling leidt waarvoor geen redelijke verantwoording bestaat of indien aan het vertrouwensbeginsel op buitensporige wijze afbreuk wordt gedaan. Dat laatste is het geval wanneer de rechtmatige verwachtingen van een bepaalde categorie van rechtsonderhorigen worden miskend zonder dat een dwingende reden van algemeen belang voorhanden is die het ontbreken van een overgangsregeling kan verantwoorden.

B.8.3. De in artikel 45, eerste lid, 7° en 11°, van het decreet van 8 maart 2007 bedoelde vereisten van een vaste benoeming en van een brevet vormen voor de kandidaten voor een benoeming als inspecteur in het afstandsonderwijs, nieuwe benoemingsvoorwaarden in vergelijking met die waarin de vroegere reglementering voorzag.

B.9. Hoewel de vereiste een brevet te behalen als algemene voorwaarde wordt gesteld voor de toekomstige benoemingen als inspecteur, is de vereiste om in vast verband titularis te zijn van een ambt in verband met het toe te kennen ambt van inspecteur niet onmiddellijk van toepassing op alle kandidaten voor een benoeming als inspecteur.

Artikel 167 van het decreet van 8 maart 2007 bepaalt immers :

« Het personeelslid dat de dag voor de inwerkingtreding van dit decreet tijdelijk aangesteld is als inspecteur en aan alle bij de reglementering bedoelde voorwaarden voldoet die op die datum van toepassing zijn om tot het bedoelde ambt te worden benoemd, met uitzondering van die betreffende het brevet, wordt toegelaten tot de proeven om het brevet te krijgen betreffende het overeenstemmende ambt van inspecteur overeenkomstig dit decreet voor zover het lid aan de in artikel 45, 1^o lid, 1^o tot 5^o, 9^o en 10^o bedoelde voorwaarden voldoet, met het oog op een definitieve benoeming, of in voorkomend geval, een tijdelijke aanstelling tot het bedoelde ambt van inspecteur ».

Krachtens artikel 167 van het decreet van 8 maart 2007 kunnen de personen die de dag vóór de inwerkingtreding van het decreet aan alle voorwaarden voldoen die bedoeld zijn in de reglementering die op die datum van toepassing is, met uitzondering van de voorwaarde van het brevet, aldus toegang krijgen tot het ambt van inspecteur zonder te voldoen aan de met name in het bestreden artikel 45, eerste lid, 7^o, bedoelde voorwaarde.

Daaruit volgt dat de vereiste om in vast verband titularis te zijn van een ambt in verband met het toe te kennen ambt van inspecteur, bedoeld in artikel 45, eerste lid, 7^o, niet van toepassing zal zijn op de kandidaat-inspecteurs in het afstandsonderwijs die tijdelijk zijn aangesteld als inspecteur en die, de dag vóór de inwerkingtreding, voldeden aan de in het voormelde koninklijk besluit van 15 april 1965 bedoelde voorwaarden om benoemd te worden.

In zoverre de kritiek van de verzoekers betrekking heeft op artikel 45, eerste lid, 7^o, vloeit ze bijgevolg voort uit een verkeerd begrip van die bepaling.

B.10.1. De vereiste een brevet te behalen vormt daarentegen een nieuwe vereiste voor de kandidaat-inspecteurs in het afstandsonderwijs en is onmiddellijk van toepassing op de toekomstige benoemingen als inspecteur.

In dat opzicht blijkt uit de in B.7.1 en B.7.2 vermelde parlementaire voorbereiding dat het behalen van het brevet het centrale element is in het nieuwe statuut van de inspecteurs : het strekt ertoe de relationele en pedagogische vaardigheden van de kandidaat aan te tonen, en het feit dat het overal wordt vereist wordt verantwoord doordat de toegang tot het ambt van inspecteur openstaat voor alle kandidaten, ongeacht het net waaruit ze afkomstig zijn, en door de wil om de voorwaarden om benoemd te worden in het ambt van inspecteur bijgevolg uniform te maken.

B.10.2. Rekening houdend met het voorafgaande is het niet kennelijk onredelijk dat vanaf 1 september 2007 de voorwaarde wordt gesteld een brevet te behalen voor alle benoemingen tot inspecteur, met inbegrip van die in het afstandsonderwijs.

Voor het overige zal de Franse Gemeenschapsregering op regelmatige en doeltreffende wijze de opleidingen en de proeven dienen te organiseren waardoor de kandidaten spoedig het brevet zullen kunnen behalen dat als voorwaarde wordt gesteld voor hun benoeming.

B.11. Het eerste onderdeel van het middel in de zaak nr. 4372 is niet gegrond.

Wat betreft de overgangsbepaling ten voordele van de inspecteurs voor artistieke cursussen in het kunstonderwijs

B.12.1. Artikel 162 van het decreet van 8 maart 2007 is opgenomen in titel IV « Overgangs-, wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen », en bepaalt :

« § 1. De personeelsleden die, voor eender welk ambt, een vacante betrekking bekleden van een bevorderingsambt van inspecteur voor artistieke cursussen in het kunstonderwijs, worden vastbenoemd in een ambt van inspecteur van artistieke cursussen in het kunstonderwijs voor zover zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1^o Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese gemeenschappen, behalve een door de Regering te verlenen vrijstelling;

2^o Van onberispelijk gedrag zijn;

3^o De burgerlijke en politieke rechten genieten;

4^o Aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

5^o Voldoen aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

6^o In vast verband benoemd of aangeworven zijn in een ambt met volledige prestaties in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

7^o Een dienstanciënniteit van minstens vijftien jaar tellen;

8^o Een ambtsanciënniteit van minstens tien jaar tellen;

9^o Geen sanctie of tuchtstraf gekregen hebben tijdens de vijf voorafgaande jaren;

§ 2. Het (de) personeelslid(leden) bedoeld in § 1 dat (die) niet aan alle vereiste voorwaarden voldoet(n) om vastbenoemd te worden krachtens die bepaling, wordt(en) geacht voorlopig aangesteld te zijn als inspecteur voor artistieke cursussen in het kunstonderwijs op de datum van inwerkingtreding van dit decreet ».

B.12.2. Artikel 215 van hetzelfde decreet bepaalt :

« Dit decreet treedt in werking op 1 september 2007, met uitzondering van artikel 162, § 1, dat uitwerking heeft met ingang van de datum waarop de betrokken personeelsleden aan de vereiste voorwaarden voldaan hebben ».

B.13.1. In het enige middel, dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, vorderen de verzoekende partijen in de zaken nrs. 4280 en 4281 de vernietiging van de woorden « voor (of « van ») artistieke cursussen in het kunstonderwijs » die tweemaal voorkomen in paragraaf 1 en eenmaal in paragraaf 2 van het bestreden artikel 162.

Zij menen dat, door zonder enig redelijk motief het voordeel van een automatische vaste benoeming voor te behouden aan enkel de inspecteurs voor artistieke cursussen in het kunstonderwijs, die overgangsbepaling de inspecteurs voor de andere cursussen in de andere onderwijstypes, die zich nochtans in dezelfde administratieve positie bevinden, discrimineert.

B.13.2. In het tweede onderdeel van het enige middel, dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de beginselen van rechtszekerheid en gewettigd vertrouwen, menen de verzoekende partijen in de zaak nr. 4372 dat de in artikel 162 bedoelde overgangsbepaling een onverantwoorde discriminatie teweegbrengt tussen de inspecteurs voor artistieke cursussen in het kunstonderwijs en de inspecteurs in het afstandsonderwijs.

Bijgevolg vorderen ze de vernietiging van artikel 162, § 2, van het decreet van 8 maart 2007.

B.14.1. Wat betreft artikel 162, § 1, van het decreet van 8 maart 2007, wordt in de memorie van toelichting het volgende vermeld :

« Door de vaste benoeming van de inspecteurs voor artistieke cursussen in het kunstonderwijs mogelijk te maken op de datum waarop zij hebben voldaan aan de vereiste voorwaarden, maakt die bepaling het mogelijk om rekening te houden met de bijzondere situatie van die personeelsleden. Sedert erg vele jaren oefenen de laatstgenoemden immers hun inspectieopdracht uit zonder uitzicht te kunnen krijgen op een dergelijke benoeming, aangezien de geldende bepalingen ter zake nooit konden worden toegepast te hunnen aanzien.

De betrokken personeelsleden zullen aldus volledig worden opgenomen in de inwerkingstelling van de hervorming van de inspectie, waarbij hun statutaire situatie wordt gestabiliseerd » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2006-2007, nr. 340/1, p. 9).

B.14.2. Wat betreft de in de artikelen 157 tot 170 bedoelde overgangsbepalingen, wordt in de parlementaire voorbereiding het volgende uiteengezet :

« De inwerkingstelling van de nieuwe bepalingen die vervat zijn in dit decreet maakt het noodzakelijk in diverse overgangsmechanismen te voorzien waardoor de overgang tussen de situaties die de dag vóór de inwerkingtreding van het decreet bestaan en de toepassing van de nieuwe organieke bepalingen kan worden verzekerd.

Aldus wordt de situatie van de personeelsleden geregeld die onderworpen zullen zijn aan de nieuwe decretale bepalingen en die, de dag vóór de inwerkingtreding ervan, vast benoemd waren in het bevorderingsambt waarop die nieuwe bepalingen betrekking hebben of belast waren met een coördinatietaak van de inspectie.

Bijzondere gevolgen worden ook verbonden aan het feit dat men houder is van bepaalde brevetten of dat men voordien geslaagd is voor bepaalde proeven.

Het komt er eveneens op aan om, in afwachting van de concrete organisatie van de diverse bedoelde opleidingen, de concrete toepassing van de door dit decreet doorgevoerde hervorming mogelijk te maken.

Het is de bedoeling van artikel 162, § 1, om, onder de vastgestelde voorwaarden, de vaste benoeming mogelijk te maken van de inspecteurs voor artistieke cursussen in het kunstonderwijs op de datum waarop de laatstgenoemden aan de in die bepaling opgesomde voorwaarden hebben voldaan. Aldus wordt de specifieke situatie van die personeelsleden in aanmerking genomen ten aanzien van wie de bepalingen inzake benoeming nooit konden worden toegepast » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2006-2007, nr. 340/1, p. 20).

B.14.3. Het voorontwerp van decreet voorzagt oorspronkelijk in een retroactiviteit van die vaste benoeming tot 1 september 2006.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft het volgende opgemerkt :

« Toen haar werd gevraagd om de retroactiviteit van artikel 162 te verantwoorden, heeft de afgevaardigde van de minister-presidente geantwoord :

‘ Zoals aangegeven in het commentaar bij dat artikel alsook in de memorie van toelichting, geeft die ontworpen bepaling de wil weer om de administratieve situatie van de personeelsleden op wie de inwerkingstelling van de nieuwe bepalingen in de momenteel ontworpen tekst betrekking heeft, zo snel mogelijk te stabiliseren, en die, wegens de zeer specifieke situatie waarin zij zich tot dusver bevonden, nooit uitzicht hebben kunnen krijgen op een dergelijke stabilisatie.

De geldende regels inzake de samenstelling van de commissies in het kader van de procedure die het hun mogelijk had moeten maken om vast benoemd te worden, zijn immers van die aard dat die procedure nooit in werking kon worden gesteld (art. 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de regels betreffende de samenstelling van de bevorderingscommissies bedoeld in het koninklijk besluit van 22 maart 1969).

Die situatie is zeer nadelig voor de personeelsleden die het ambt van inspecteur sedert zeer vele jaren uitoefenen en van wie sommigen binnenkort op pensioen zullen worden gesteld zonder dat ze vandaag de mogelijkheid hebben om die vele jaren van dienstanciënniteit als inspecteur te doen gelden voor de berekening van het bedrag van hun pensioen.

De in het ontworpen artikel 162 vereiste anciënniteitsvoorwaarden zijn in dat opzicht een voorbeeld van de specifieke situatie van de betrokkenen ‘.

Het komt de decreetgever toe te beoordelen of de gelijkheid niet beter zou zijn verzekerd indien de bepaling was opgesteld dat de betrokkenen hun benoeming genieten op de dag dat ze voldoen aan de voorwaarden om vast benoemd te worden, zelfs indien die datum vóór 31 augustus 2006 valt » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2006-2007, nr. 340/1, p. 166).

Om rekening te houden met die opmerking van de afdeling wetgeving van de Raad van State, werd de tekst van het ontworpen artikel 162 gewijzigd, alsook de tekst van artikel 215 van het decreet van 8 maart 2007, dat voortaan bepaalt dat paragraaf 1 van die bepaling uitwerking heeft met ingang van de datum waarop de betrokken personeelsleden aan de vereiste voorwaarden hebben voldaan.

B.15.1. In het verslag over het ontwerp van decreet dat het decreet van 8 maart 2007 is geworden, werd de vraag gesteld of het stelsel dat de inspecteurs voor artistieke cursussen in het kunstonderwijs genoten diende te worden uitgebreid tot andere personen die het ambt van inspecteur uitoefenen en die zich in een soortgelijke situatie bevinden :

« [Een lid] stelt vast dat artikel 162 [...] ertoe strekt om, onder de vastgestelde voorwaarden, de vaste benoeming mogelijk te maken van inspecteurs voor artistieke cursussen in het kunstonderwijs. Aldus wordt de specifieke situatie van die personeelsleden in aanmerking genomen, ten aanzien van wie de bepalingen inzake benoeming nooit konden worden toegepast.

Blijkbaar zouden andere inspecteurs zich in een soortgelijke situatie bevinden : het gaat om de inspecteurs technische vakken en beroepspraktijk van het secundair onderwijs, vier inspecteurs Frans van het lager onderwijs, verscheidene inspecteurs algemene vakken van het secundair onderwijs en verscheidene inspecteurs van het afstandsonderwijs. Klopt die informatie en welke oplossingen worden voorgesteld aan die personen ?

Zou in dat geval de redenering niet helemaal dienen te worden doorgetrokken die werd gevolgd door de afgevaardigde van de minister, die door de Raad van State werd gevraagd om uitleg te geven over die bepaling, en zou niet specifiek rekening dienen te worden gehouden met de situatie van alle ambtenaren die zich in een soortgelijke situatie zouden bevinden ? Uiteindelijk is het immers zo dat de in dat artikel bedoelde inspecteurs niet de enigen zijn voor wie de benoeming reeds enige jaren niet mogelijk is gemaakt.

Wat betreft de inwerkingtreding van dit artikel, wordt een verschil opgemerkt tussen paragraaf 1 die, aldus rekening houdende met de opmerking van de Raad van State, terugwerkende kracht heeft tot het moment waarop het personeelslid aan de bedoelde voorwaarden voldeed, terwijl paragraaf 2 in werking treedt op 1 september 2007. Die maatregel zal met name niet zonder budgettaire gevolgen blijven. Kan de minister herinneren aan alle maatregelen die uitwerking hebben vóór de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, kan zij die verantwoorden en verduidelijken op hoeveel personen die maatregelen betrekking hebben en, ten slotte, de budgettaire gevolgen ervan inschatten ?

De minister-presidente verklaart dat die vergelijking niet gemaakt mag worden tussen de inspecteurs van het kunstonderwijs en de anderen. De inspecteurs van het kunstonderwijs bevinden zich in een bijzondere situatie. Ze herinnert eraan dat in het kunstonderwijs een anciënniteit van 10 jaar is vereist. Ze vindt dat dat parallelisme niet gemaakt mag worden en dat het gesuggereerde voorstel niet overeenstemt met de filosofie van de tekst en dan ook niet kan worden gevolgd ! » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2006-2007, nr. 340/3, pp. 22-23).

B.15.2. Een amendement was trouwens ingediend om het voordeel van die bepaling uit te breiden tot de andere inspecteurs.

Wat dat amendement betreft, werd het volgende uiteengezet :

« Is het evident dat men iets diende te ondernemen voor de waarnemend inspecteurs in het kunstonderwijs ? Vijftien jaar dienstanciënniteit en tien jaar ambtsanciënniteit lijken me billijk. Daarentegen dient men toch te weten dat er sedert enige tijd geen proef meer werd georganiseerd om het brevet te behalen en dat tal van ambtenaren, soms sedert lange tijd, ijverig en nauwgezet, tijdelijk het ambt van inspecteur uitoefenen. In 2004 heeft de decreetgever besloten om, ter gelegenheid van de wijziging van het statuut betreffende de sociale promotie, de inspecteurs van het onderwijs voor sociale promotie die op die datum tijdelijk waren aangesteld, te regulariseren. Er bestaat dus een precedent.

Bijgevolg vind ik dat het veel billijker zou zijn om de bepaling uit te breiden tot iedereen. Natuurlijk kan het voorstel betreffende de inspecteurs van het kunstonderwijs behouden blijven maar alle inspecteurs zouden die bepaling moeten kunnen genieten » (*C.R.L.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2006-2007, nr. 11, zitting van 27 februari 2007, p. 23).

Dat amendement werd niet aangenomen.

B.16. Het staat in beginsel aan de wetgever te beoordelen of een wetswijziging moet samengaan met overgangsmaatregelen teneinde rekening te houden met de rechtmatige verwachtingen van de betrokken personen en het komt hem toe te bepalen onder welke voorwaarden en binnen welke termijnen in het voordeel van die personen van de nieuwe bepaling zal kunnen worden afgeweken.

B.17.1. Wanneer de wetgever een overgangsbepaling invoert ten voordele van een categorie van personen, vermag hij echter geen onverantwoord verschil in behandeling in te stellen ten aanzien van een categorie van personen die zich in een soortgelijke situatie zouden bevinden.

B.17.2. Hoewel praktische moeilijkheden bij de inwerkingstelling van de benoemingsprocedures een afwijkend overgangsstelsel voor de inspecteurs voor artistieke cursussen in het kunstonderwijs hebben kunnen verantwoorden, dient echter wel te worden vastgesteld - wat de loopbaan van alle verzoekers trouwens aantoonde - dat soortgelijke praktische moeilijkheden buiten het kunstonderwijs bestaan voor personen die tijdelijk en soms sedert vele jaren het ambt van inspecteur uitoefenen.

Zoals is aangegeven in de verantwoording van het in B.15.2 aangehaalde amendement en door de Franse Gemeenschapsregering in haar memories niet wordt betwist, blijkt immers dat tal van personen, zoals de verzoekers, het ambt van inspecteur uitoefenen zonder de mogelijkheid te hebben gehad om het brevet te behalen met het oog op een benoeming.

B.17.3. De bestreden bepaling voert bijgevolg een verschil in behandeling in dat niet redelijk is verantwoord, ten nadele van de personen die elders dan in het kunstonderwijs tijdelijk het ambt van inspecteur uitoefenen.

Het is bijgevolg niet verantwoord personen van het overgangsstelsel bepaald in het bestreden artikel 162 uit te sluiten die zich buiten het kunstonderwijs in dezelfde voorwaarden bevinden als die welke zijn bedoeld in die bepaling, die met name een veel langere ambts- en dienstanciënniteit vereist dan die welke is bedoeld in artikel 45 van het decreet.

B.18. Het middel in de zaken nrs. 4280 en 4281 en het tweede onderdeel van het middel in de zaak nr. 4372 zijn bijgevolg gegrond.

B.19. Enkel de woorden « voor (of « van ») artistieke cursussen in het kunstonderwijs » dienen te worden vernietigd, aangezien het strijdig zou zijn met het door artikel 162 nagestreefde doel om die bepaling in haar geheel te vernietigen.

Om die redenen,
het Hof

- vernietigt de woorden « voor (of « van ») artistieke cursussen in het kunstonderwijs » in artikel 162 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 8 maart 2007 « betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs »;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 21 oktober 2008.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,
M. Melchior.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2008 — 3969

[2008/203835]

Auszug aus dem Urteil Nr. 135/2008 vom 21. Oktober 2008

Geschäftsverzeichnismrn. 4280, 4281 und 4372

In Sachen:

- Klagen auf Nichtigklärung der Wortfolge «für Kunstfächer im Kunstunterricht» in Artikel 162 §§ 1 und 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 8. März 2007 «über den allgemeinen Inspektionsdienst, den Dienst für pädagogische Beratung und Betreuung des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichts, die Büros für pädagogische Beratung und Betreuung des von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Unterrichts und über das Statut der Mitglieder des Personals des allgemeinen Inspektionsdienstes und der pädagogischen Berater», erhoben von Guy Loozen und Marc Guillaume;

- Klage auf Nichtigklärung der Artikel 45 Absatz 1 Nr. 7 und Nr. 11 und 162 § 2 des vorerwähnten Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 8. März 2007, erhoben von Jeanne Abraham und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und M. Bossuyt, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels und T. Merckx-Van Goey, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 7. September 2007 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 10. September 2007 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klagen auf Nichtigerklärung der Wortfolge «für Kunstfächer im Kunstunterricht» in Artikel 162 §§ 1 und 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 8. März 2007 «über den allgemeinen Inspektionsdienst, den Dienst für pädagogische Beratung und Betreuung des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichts, die Büros für pädagogische Beratung und Betreuung des von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Unterrichts und über das Statut der Mitglieder des Personals des allgemeinen Inspektionsdienstes und der pädagogischen Berater» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. Juni 2007): Guy Loozen, wohnhaft in 6900 Marche-en-Famenne, rue Victor Libert 14, und Marc Guillaume, wohnhaft in 4350 Pousset, rue Modeste Rigo 9.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 4. Dezember 2007 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 5. Dezember 2007 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 45 Absatz 1 Nr. 7 und Nr. 11 und 162 § 2 des vorerwähnten Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 8. März 2007: Jeanne Abraham, wohnhaft in 4670 Mortier, rue Haise 28, Jacqueline Delville, wohnhaft in 4460 Grâce-Hollogne, rue de Wasseige 48, Guy Severs, wohnhaft in 1070 Brüssel, rue Delwart 5, Hervé Springael, wohnhaft in 1170 Brüssel, avenue de la Tenderie 26a, Aubert Verdonck, wohnhaft in 5020 Malonne, rue d'Insevaux 104, und die VoG «Association des Inspecteurs de l'Enseignement organisé par la Communauté française», mit Vereinigungssitz in 4540 Amay, rue François Droogmans 52.

Diese unter den Nummern 4280, 4281 und 4372 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Die Nichtigkeitsklagen sind gegen die Artikel 45 Absatz 1 Nrn. 7 und 11 und 162 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 8. März 2007 «über den allgemeinen Inspektionsdienst, den Dienst für pädagogische Beratung und Betreuung des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichts, die Büros für pädagogische Beratung und Betreuung des von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Unterrichts und über das Statut der Mitglieder des Personals des allgemeinen Inspektionsdienstes und der pädagogischen Berater» (nachstehend: das Dekret vom 8. März 2007) gerichtet.

B.1.2. Zur Verbesserung der Qualität und Effizienz des Bildungssystems soll das Dekret vom 8. März 2007 eine Reform der Inspektionsdienste verwirklichen, indem die zuvor bestehenden verschiedenen Gesetzgebungen und Regelungen zu einem einzigen Text zusammengefügt werden und indem die Inspektion für den durch die Gemeinschaft organisierten und subventionierten Grundschul- und Sekundarunterricht einheitlich organisiert wird. Es regelt jedoch weder die Inspektion des Religionsunterrichts, noch die gesamte Inspektion des nichtuniversitären Hochschulunterrichts.

Durch Artikel 3 des Dekrets vom 8. März 2007 wird ein allgemeiner Inspektionsdienst unter der Leitung eines koordinierenden Generalinspektors geschaffen. Dieser netzübergreifende allgemeine Inspektionsdienst ist «in sieben Abteilungen organisiert (eine pro Unterrichtsstufe, einschließlich des Fernunterrichts und der PMS-Zentren)» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2006-2007, Nr. 340/3, S. 8).

Im Dekret werden einerseits die der Inspektion anvertrauten Aufgaben der Evaluation des Unterrichts bestätigt, wobei gleichzeitig andere definiert werden, und wird andererseits den Mitgliedern des Inspektionsdienstes ein neues Statut «im Verhältnis zur Bedeutung ihrer Funktion» verliehen (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2006-2007, Nr. 340/1, SS. 7-9).

Die angefochtenen Bestimmungen betreffen dieses neue Statut der Mitglieder des Inspektionsdienstes.

B.2. Der Kläger in der Rechtssache Nr. 4280 übt provisorisch die Funktion als Inspektor für das Erziehungshilfspersonal der Französischen Gemeinschaft aus.

Der Kläger in der Rechtssache Nr. 4281 übt provisorisch die Funktion als Inspektor für den Landwirtschafts- und Gartenbauunterricht in der Oberstufe des Sekundarunterrichts und im nichtuniversitären Hochschulunterricht der Französischen Gemeinschaft aus.

Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4372 sind einerseits fünf Personen, die provisorisch die Funktion als Inspektor des Fernunterrichts in der Französischen Gemeinschaft ausüben und andererseits eine VoG, die mit der Verteidigung der Funktion als Unterrichtsinpektor der Französischen Gemeinschaft beauftragt ist.

Ihr Interesse an der Nichtigkeitsklage wird nicht angefochten.

Zur Hauptsache

In Bezug auf die Bedingungen zur Ernennung in der Funktion als Inspektor

B.3.1. Artikel 28 des Dekrets vom 8. März 2007 bestimmt:

«Die Funktionen, die Personalmitglieder ausüben können, sind wie folgt eingestufte Beförderungsfunktionen:

1. Inspektor:

- (1) Inspektor des Vorschulunterrichts;
- (2) Inspektor des Primarunterrichts;
- (3) Inspektor für Moral im Primarunterricht;
- (4) Inspektor für Sonderfächer im Primarunterricht;
- (5) Inspektor für die Zweitsprache im Grundschulunterricht;
- (6) Inspektor für allgemeine Fächer in der Unterstufe des Sekundarunterrichts;
- (7) Inspektor für allgemeine Fächer im Sekundarunterricht der Unterstufe des Weiterbildungsunterrichts;
- (8) Inspektor für Sonderfächer in der Unterstufe des Sekundarunterrichts;
- (9) Inspektor für technische Fächer und Berufspraxis in der Unterstufe des Sekundarunterrichts;
- (10) Inspektor für technische Fächer und Berufspraxis im Sekundarunterricht der Unterstufe des Weiterbildungsunterrichts;
- (11) Inspektor für allgemeine Fächer in der Oberstufe des Sekundarunterrichts;

- (12) Inspektor für allgemeine Fächer in der Oberstufe des Sekundarunterrichts und im Weiterbildungshochschulunterricht;
- (13) Inspektor für Sonderfächer in der Oberstufe des Sekundarunterrichts;
- (14) Inspektor für technische Fächer und Berufspraxis in der Oberstufe des Sekundarunterrichts;
- (15) Inspektor für technische Fächer und Berufspraxis in der Oberstufe des Sekundarunterrichts und im Weiterbildungshochschulunterricht;
- (16) Inspektor für Psychologie, Pädagogik und Methodik in der Oberstufe des Sekundarunterrichts und im Weiterbildungshochschulunterricht;
- (17) Inspektor für Moral im Sekundarunterricht;
- (18) Inspektor für Alt Sprachen im Sekundarunterricht;
- (19) Inspektor für Kunstfächer im Kunstunterricht;
- (20) Inspektor des Erziehungshilfspersonals;
- (21) Inspektor des paramedizinischen Personals;
- (22) Inspektor des Fachbereichs Psycho-Pädagogik;
- (23) Inspektor des sozialen Fachbereichs;
- (24) Inspektor des paramedizinischen Fachbereichs;
- (25) Inspektor des Fernunterrichts für literarische und wissenschaftliche Fächer;
- (26) Inspektor des Fernunterrichts für technische Fächer und Berufspraxis;
- (27) Inspektor des Fernunterrichts für Verwaltungskurse;
- [...]».

Die in Nr. 1 angeführten Beförderungsfunktionen sind «absolut gleichwertig, ohne hierarchisches Verhältnis untereinander» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2006-2007, Nr. 340/1, S. 14).

B.3.2. In Artikel 45 des Dekrets vom 8. März 2007 sind die Bedingungen, um für die Funktion als Inspektor ernannt zu werden, wie folgt vorgesehen:

«Es kann niemand in einer Beförderungsfunktion als Inspektor im Sinne von Artikel 28 Nr. 1 ernannt werden, wenn er nicht folgende Bedingungen erfüllt:

1. Belgier oder Staatsangehöriger eines Mitgliedstaats der Europäischen Union sein, es sei denn, dass die Regierung eine Abweichung gewährt;
2. einen einwandfreien Leumund haben;
3. im Besitz der bürgerlichen und politischen Rechte sein;
4. den Milizgesetzen genügt haben;
5. die Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Sprachregelung erfüllen;
6. in einer Funktion mit vollständigen Leistungen oder in mehreren Funktionen mit unvollständigen Leistungen, die vollständige Leistungen im Unterricht oder gegebenenfalls in einem durch die Französische Gemeinschaft organisierten oder subventionierten psycho-medizinisch-sozialen Zentrum beinhalten, endgültig ernannt oder eingestellt sein;
7. endgültig Inhaber für wenigstens einen halben Auftrag einer der Funktionen sein, die in der Tabelle des Anhangs zu diesem Dekret aufgelistet und gegenüber der zu erteilenden Funktion als Inspektor angegeben sind, und Inhaber des gegebenenfalls gegenüber derselben Funktion angegebenen Befähigungsnachweises sein;
8. ein Dienstalder von mindestens zehn Jahren haben und die Funktion während mindestens sechs Jahren ausgeübt haben;
9. während der fünf vorangegangenen Jahre keine Sanktion oder Disziplinarstrafe erhalten haben;
10. nicht in Anwendung von Artikel 64 oder 73 seiner Funktion entbunden worden sein;
11. im Besitz des Brevets sein, das der zu erteilenden Funktion entspricht».

Aufgrund von Artikel 215 des Dekrets vom 8. März 2007 ist diese Bestimmung am 1. September 2007 in Kraft getreten.

B.4. Im ersten Teil ihres einzigen Klagegrunds, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Grundsätzen der Rechtssicherheit und des rechtmäßigen Vertrauens abgeleitet ist, vertreten die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4372 den Standpunkt, dass Artikel 45 Absatz 1 Nrn. 7 und 11, indem er plötzlich die Bedingungen für die endgültige Ernennung in der Funktion als Inspektor abändere, ihr rechtmäßiges Vertrauen verletze.

Sie sind der Auffassung, dass sie, da sie seit vielen Jahren die Funktion als Inspektor des Fernunterrichts ausübten, rechtmäßig auf die Ernennung in dieser Funktion hätten hoffen können, was aber durch das Erfordernis einer endgültigen Ernennung oder eines Brevets unmöglich oder sehr schwer gemacht werde; sie beantragen daher die Nichtigerklärung von Artikel 45 Absatz 1 Nrn. 7 und 11 des Dekrets vom 8. März 2007.

B.5.1. Artikel 45 Absatz 1 Nr. 7 des Dekrets vom 8. März 2007 schreibt als Bedingung für die Ernennung vor, «endgültig Inhaber für wenigstens einen halben Auftrag einer der Funktionen [zu] sein, die in der Tabelle des Anhangs zu diesem Dekret aufgelistet und gegenüber der zu erteilenden Funktion als Inspektor angegeben sind, und Inhaber des gegebenenfalls gegenüber derselben Funktion angegebenen Befähigungsnachweises [zu] sein».

Artikel 45 Absatz 1 Nr. 11 desselben Dekrets schreibt vor, «im Besitz des Brevets [zu] sein, das der zu erteilenden Funktion entspricht».

B.5.2. Angesichts der Tragweite der im Klagegrund enthaltenen Kritik ist die Prüfung dieser beiden angefochtenen Ernennungsbedingungen zu begrenzen, insofern dadurch verlangt wird, dass man endgültig Inhaber der Funktion ist, die im Verhältnis zu der zu erteilenden Funktion als Inspektor steht (Artikel 45 Absatz 1 Nr. 7) und im Besitz eines Brevets ist (Artikel 45 Absatz 1 Nr. 11), und insofern sie nur auf Inspektoren des Fernunterrichts der Französischen Gemeinschaft Anwendung finden.

B.6. In Bezug auf die Inspektoren des Fernunterrichts bestimmen die Punkte 25, 26 und 27 des Anhangs zum Dekret vom 8. März 2007, der in einer Berichtigung zum *Belgischen Staatsblatt* vom 13. Dezember 2007 veröffentlicht wurde:

Funktionen als Inspektor des allgemeinen Inspektionsdienstes	Funktionen, die die Personalmitglieder besitzen müssen	Besondere Befähigungsnachweise
25. Inspektor des Fernunterrichts für literarische und wissenschaftliche Fächer	Lehrer für allgemeine Fächer in der Unterstufe oder der Oberstufe des Sekundarunterrichts	Erforderlicher Befähigungsnachweis für die Funktion als Lehrer für allgemeine Fächer in der Unterstufe oder der Oberstufe des Sekundarunterrichts
26. Inspektor des Fernunterrichts für technische Fächer und Berufspraxis	<p>a) Lehrer für technische Fächer in der Unterstufe des Sekundarunterrichts, Lehrer für Berufspraxis in der Unterstufe des Sekundarunterrichts, Lehrer für technische Fächer und Berufspraxis in der Unterstufe des Sekundarunterrichts;</p> <p>b) beigeordneter Direktor der Unterstufe des Sekundarunterrichts, Werkstattleiter, Provisor oder beigeordneter Direktor, Koordinator eines dualen Unterrichts- und Ausbildungszentrums, Direktor der Unterstufe des Sekundarunterrichts, Werkstattleiter, Studienpräfekt oder Direktor, unter der Voraussetzung, aus einer Funktion im Sinne von Punkt a) hervorgegangen zu sein;</p> <p>c) Lehrer für technische Fächer in der Oberstufe des Sekundarunterrichts, Lehrer für Berufspraxis in der Oberstufe des Sekundarunterrichts, Lehrer für technische Fächer und Berufspraxis in der Oberstufe des Sekundarunterrichts;</p> <p>d) Werkstattleiter, Provisor oder beigeordneter Direktor, Koordinator eines dualen Unterrichts- und Ausbildungszentrums, Leiter für Werkstattarbeiten, Studienpräfekt oder Direktor, unter der Voraussetzung, aus einer Funktion im Sinne von Punkt a) hervorgegangen zu sein</p>	<p>a) für industrielle Fachunterrichte: Diplom als Zivilingenieur oder technischer Ingenieur;</p> <p>b) für andere Fachunterrichte: erforderliche Befähigungsnachweise für die Ernennung in Stellen als Inspektor für technische Fächer und Berufspraxis in der Unterstufe des Sekundarunterrichts oder als Inspektor für technische Fächer und Berufspraxis in der Oberstufe des Sekundarunterrichts</p>
27. Inspektor des Fernunterrichts für Verwaltungskurse	<p>a) Lehrer für allgemeine Fächer in der Oberstufe des Sekundarunterrichts, im Vollzeitunterricht oder im Weiterbildungsunterricht;</p> <p>b) Beamter der Regierungsdienste der Stufe 1</p>	a) erforderlicher Befähigungsnachweis für die Funktion als Lehrer für allgemeine Fächer in der Oberstufe des Sekundarunterrichts, im Vollzeitunterricht oder im Weiterbildungsunterricht

B.7.1. In Bezug auf den angefochtenen Artikel 45 heißt es in den Vorarbeiten:

«Diese Bestimmung legt die Bedingungen fest, die erfüllt sein müssen, um in einer der in Artikel 28 Nr. 1 aufgezählten Beförderungsfunktionen als Inspektor ernannt werden zu können.

Bezüglich der Funktion und des erforderlichen Befähigungsnachweises, in deren Besitz der Bewerber um die Ernennung sein muss, wird auf die Tabelle im Anhang zum Dekret verwiesen» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2006-2007, Nr. 340/1, S. 15).

B.7.2. Bezüglich dieser neuen Bestimmungen des Statuts hat die Ministerpräsidentin hervorgehoben:

«[...] der Zugang zur Ernennung in einer der Funktionen als Inspektor unterliegt dem Erhalt eines Brevets, das nunmehr für jede dieser Funktionen als Inspektor alle Lehrkräfte erwerben können, die die erforderlichen Bedingungen erfüllen, ungeachtet des Schulnetzes, in dem sie ihre Funktion ausüben.

In Bezug auf die Bedingungen für den Zugang zur Funktion als Inspektor hat man sich im Entwurf für die Philosophie entschieden, dass gewährleistet sein soll, dass die Bewerber tatsächlich über eine konkrete pädagogische Erfahrung auf dem Inspektionsgebiet und über den erforderlichen Befähigungsnachweis für die Ausübung der Inspektionsfunktion verfügen» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2006-2007, Nr. 340/3, S. 6).

Durch diese Reform ihres Statuts können die Inspektoren «künftig, sofern sie ein Brevet erlangen, aus gleich welchem Schulnetz stammen» (ebenda, S. 8).

B.7.3. Bezüglich dieses Brevets bestimmt Artikel 50 desselben Dekrets:

«§ 1. Die Brevets als Inspektor für die einzelnen Funktionen im Sinne von Artikel 28 Nr. 1 werden am Ende von drei Ausbildungsgängen erteilt, die jeweils durch eine getrennte Prüfung abgeschlossen werden. Die Gesamtdauer der drei Ausbildungsgänge beträgt mindestens 120 Stunden.

Der erste Ausbildungsgang soll bei den Bewerbern Folgendes entwickeln:

1. soziale Kompetenz, insbesondere Personalführung: interne und externe Kommunikation, reden in der Öffentlichkeit, Entscheidungen treffen, Konfliktbewältigung, Verhandlungstechniken, Technik zur Evaluierung des Unterrichtsniveaus einer Schule oder einer Klasse, Anwendung der Beratung, Arbeit im Inspektorenteam, Führung und Motivierung von Gruppen, Beziehungen zu Partnern, die nicht zur Einrichtung gehören;
2. der Erwerb einer Methode zur Evaluierung des eigenen Handelns.

Der zweite Ausbildungsgang soll bei den Bewerbern pädagogische Fertigkeiten entwickeln und betrifft insbesondere die allgemeinen Bildungsziele, ihre Anwendung, die Grundkompetenzen, die transversalen Kompetenzen, differenzierte Pädagogik, Ausbildungs- und Bescheinigungsevaluierung sowie die aktuellen Strömungen der Pädagogik, die Kenntnis der Psychologie des Kindes, insbesondere des Kleinkindes (2 bis 8 Jahre) für die Bewerber als Inspektor für den Vorschulunterricht, des Kindes und des angehenden Jugendlichen (5 bis 14 Jahre) für die Bewerber als Inspektor des Primarunterrichts, und des Jugendlichen sowie des jungen Erwachsenen für die Inspektoren des Sekundarunterrichts (alle Kategorien zusammen), den Sonderunterricht, positive Diskriminierung, Gewaltvorbeugung, Evaluierung einer pädagogischen Sequenz.

[...]

In Abweichung von Absatz 3 soll der zweite Ausbildungsgang für die Brevets als Inspektor für die Funktionen im Sinne von Artikel 28 Nr. 1 Punkte 25, 26 und 27 bei den Bewerbern Kompetenzen entwickeln in der Pädagogik und der Problematik der Fernbildung, pädagogische Fertigkeiten in Verbindung mit der Erwachsenenbildung (Andragogie), mit dem Engineering und der pädagogischen Gestaltung des Fernunterrichts und der Fernbildung, Weisen der pädagogischen Fernbegleitung, der Leitung von fachübergreifenden Projekten und Teams, der Ausbildungs- und Bescheinigungsevaluierung.

Der dritte Ausbildungsgang soll bei den Bewerbern die Fertigkeit entwickeln, mit offenem Buch die Gesetzgebung und Verordnungen zu beherrschen sowie Fertigkeiten der Verwaltungsarbeit zu erwerben.

[...]».

B.8.1. Vor der Reform durch das Dekret vom 8. März 2007 wurde die Inspektion des Fernunterrichts, die in Artikel 4 des Gesetzes vom 5. März 1965 über den Fernunterricht vorgesehen war, durch den königlichen Erlass vom 15. April 1965 «zur Regelung der Organisation der Inspektion des Fernunterrichts» sowie durch den Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 7. Oktober 1985 «zur Einsetzung der Beförderungskommission für Stellen als Inspektor im Fernunterricht» geregelt.

Die Bedingungen für die Ernennung der Inspektoren des Fernunterrichts waren in Artikel 3 des vorerwähnten königlichen Erlasses vom 15. April 1965 vorgesehen für literarische und wissenschaftliche Fächer (§ 1), für technische Fächer und die Berufspraxis (§ 2) und für Verwaltungskurse (§ 3):

«§ 1. Es kann niemand als Inspektor für den Fernunterricht für die literarischen und die wissenschaftlichen Fächer ernannt werden, wenn er nicht folgende Bedingungen erfüllt:

1. seit mindestens sechs Jahren ununterbrochen zum Unterrichtspersonal des staatlichen Fernunterrichts gehören und dort als solcher durchschnittlich fünf Stunden pro Woche geleistet haben;
2. im Besitz von mindestens den Diplomen sein, die für die von ihnen zu inspizierenden Lehrer verlangt werden;
3. das Alter von 35 Jahren erreicht haben;
4. tatsächlich seit mindestens zehn Jahren hauptberuflich vollständige Leistungen als Mitglied des Unterrichtspersonals in einer durch den Staat organisierten, subventionierten oder anerkannten Schule erbracht haben;
5. eine gründliche Kenntnis der Sprache besitzen, in der die Fächer unterrichtet werden, auf die sich die Inspektion beziehen soll.

§ 2. Es kann niemand als Inspektor für den Fernunterricht für die technischen Fächer und die Berufspraxis ernannt werden, insofern er nicht folgende Bedingungen erfüllt:

1. seit mindestens sechs Jahren ununterbrochen zum Unterrichtspersonal des staatlichen Fernunterrichts gehören und dort in dieser Funktion durchschnittlich fünf Stunden pro Woche geleistet haben;
2. im Besitz folgender Befähigungsnachweise sein:
 - a) für industrielle Fachunterrichte: Diplom als Zivilingenieur oder technischer Ingenieur;
 - b) für die anderen Fachunterrichte: erforderliche Befähigungsnachweise für die Ernennung in Stellen als Inspektor für technische Fächer;
3. das Alter von 35 Jahren erreicht haben;
4. tatsächlich seit mindestens zehn Jahren hauptberuflich vollständige Leistungen als Mitglied des Unterrichtspersonals in einer durch den Staat organisierten, subventionierten oder anerkannten Schule erbracht haben;
5. eine gründliche Kenntnis der Sprache besitzen, in der die Fächer unterrichtet werden, auf die sich die Inspektion beziehen soll.

§ 3. Es kann niemand als Inspektor für den Fernunterricht für die Verwaltungsfächer ernannt werden, insofern er nicht folgende Bedingungen erfüllt:

1. seit mindestens sechs Jahren ununterbrochen zum Unterrichtspersonal des staatlichen Fernunterrichts gehören und dort in dieser Funktion durchschnittlich fünf Stunden pro Woche geleistet haben;
2. Staatsbeamter der Stufe eins sein;
3. das Alter von 35 Jahren erreicht haben;
4. eine gründliche Kenntnis der Sprache besitzen, in der die Fächer unterrichtet werden, auf die sich die Inspektion beziehen soll.

§ 4. Für die Anwendung von § 1 Nr. 4 und § 2 Nr. 4 können die Dienste, die das Personalmitglied in einer Verwaltungsstelle erbracht hat, für die er aufgrund seines Statutes sein aktives Gehalt erhält oder andernfalls seinen Anspruch auf den Aufstieg im Gehalt behält, zu höchstens fünf Jahren berücksichtigt werden.

Die sachdienliche berufliche Erfahrung wird der Ausübung einer Funktion zu höchstens vier Jahren gleichgesetzt.

§ 5. Für jede Ernennung in einer Stelle als Inspektor legt eine der durch den königlichen Erlass vom 7. April 1964 eingesetzten Auswahlkommissionen eine Liste von höchstens fünf Bewerbern vor».

B.8.2. Wenn der föderale Gesetzgeber der Auffassung ist, dass eine politische Änderung notwendig ist, kann er beschließen, dies mit sofortiger Wirkung zu tun, und er ist grundsätzlich nicht verpflichtet, eine Übergangsregelung vorzusehen. Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung wird nur verstoßen, wenn die Übergangsregelung oder ihr Fehlen zu einem nicht vernünftig zu rechtfertigenden Behandlungsunterschied führt oder wenn der Grundsatz des rechtmäßigen Vertrauens übermäßig verletzt wird. Dies ist der Fall, wenn die rechtmäßigen Erwartungen einer Kategorie von Rechtsunterworfenen verletzt werden, ohne dass ein zwingender Grund des Gemeinwohls das Fehlen einer Übergangsregelung rechtfertigen kann.

B.8.3. Die Erfordernisse der endgültigen Ernennung und eines Brevets, die in Artikel 45 Absatz 1 Nrn. 7 und 11 des Dekrets vom 8. März 2007 vorgesehen sind, stellen für die Bewerber um eine Ernennung als Inspektor im Fernunterricht neue Ernennungsbedingungen im Vergleich zu den in der vorherigen Regelung vorgesehenen Bedingungen dar.

B.9. Während das Erfordernis des Erhalts eines Brevets als allgemeine Bedingung für die künftigen Ernennungen als Inspektor gilt, ist diejenige, Inhaber einer endgültigen Funktion im Verhältnis zu der zu erteilenden Funktion als Inspektor zu sein, nicht unmittelbar auf alle Bewerber um eine Ernennung als Inspektor anwendbar.

Artikel 167 des Dekrets vom 8. März 2007 bestimmt nämlich:

«Ein Personalmitglied, das am Vortag des Inkrafttretens dieses Dekrets zeitweilig als Inspektor eingesetzt ist und alle in der zu diesem Datum geltenden Regelung vorgesehenen Bedingungen für den Zugang zu der besagten Funktion erfüllt, mit Ausnahme derjenigen des Brevets, wird zu den Prüfungen für den Erhalt des Brevets im Zusammenhang mit entsprechenden Funktionen als Inspektor gemäß diesem Dekret zugelassen, sofern es die in Artikel 45 Absatz 1 Nrn. 1 bis 5, 9 und 10 vorgesehenen Bedingungen im Hinblick auf eine endgültige Ernennung oder gegebenenfalls eine zeitweilige Einsetzung in der besagten Funktion als Inspektor erfüllt».

Artikel 167 des Dekrets vom 8. März 2007 ermöglicht es Personen, die am Vortag des Inkrafttretens des Dekrets alle Bedingungen der an diesem Datum geltenden Regelung erfüllen, mit Ausnahme derjenigen des Brevets, Zugang zur Funktion als Inspektor zu erhalten, ohne die insbesondere im angefochtenen Artikel 45 Absatz 1 Nr. 7 vorgesehene Bedingung zu erfüllen.

Folglich gilt das Erfordernis, Inhaber einer endgültigen Funktion im Verhältnis zu der zu erteilenden Funktion als Inspektor gemäß Artikel 45 Absatz 1 Nr. 7 zu sein, nicht für Bewerber als Inspektor im Fernunterricht, die zeitweilig als Inspektor eingesetzt werden, und die am Vortag des Inkrafttretens die im vorerwähnten königlichen Erlass vom 15. April 1965 vorgesehenen Ernennungsbedingungen erfüllten.

Die Kritik der Kläger, insofern sie sich auf Artikel 45 Absatz 1 Nr. 7 bezieht, ergibt sich folglich aus einem falschen Verständnis dieser Bestimmung.

B.10.1. Das Erfordernis, ein Brevet zu erhalten, stellt hingegen eine neue Anforderung für angehende Inspektoren im Fernunterricht dar und gilt unverzüglich für künftige Ernennungen als Inspektor.

Aus den in B.7.1 und B.7.2 zitierten Vorarbeiten geht diesbezüglich hervor, dass der Erhalt des Brevets das zentrale Element des neuen Statuts der Inspektoren ist; es soll die soziale und pädagogische Kompetenz des Bewerbers belegen, und sein allgemeines Erfordernis ist dadurch gerechtfertigt, dass der Zugang zur Funktion als Inspektor allen Bewerbern offen steht, ungeachtet des Schulnetzes, aus dem sie stammen, und durch die Absicht, somit die Bedingungen für die Ernennung in der Funktion als Inspektor zu vereinheitlichen.

B.10.2. Angesichts der vorstehenden Erwägungen ist es nicht offensichtlich unvernünftig, ab dem 1. September 2007 die Bedingung des Erhalts eines Brevets für alle Ernennungen als Inspektor, einschließlich derjenigen im Fernunterricht, aufzuerlegen.

Überdies obliegt es der Regierung der Französischen Gemeinschaft, effizient und regelmäßig Ausbildungen und Prüfungen zu organisieren, die es den Bewerbern ermöglichen, kurzfristig das Brevet zu erlangen, das als Voraussetzung für ihre Ernennung gilt.

B.11. Der erste Teil des Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 4372 ist unbegründet.

In Bezug auf die Übergangsbestimmung zugunsten der Inspektoren für Kunstfächer im Kunstunterricht

B.12.1. Artikel 162 des Dekrets vom 8. März 2007 ist Bestandteil von Titel IV mit der Überschrift «Übergangs-, Abänderungs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen» und bestimmt:

«§ 1. In einer Funktion als Inspektor für Kunstfächer im Kunstunterricht werden endgültig die Personalmitglieder ernannt, die in gleich welcher Eigenschaft eine unbesetzte Stelle in einer Beförderungsfunktion als Inspektor für Kunstfächer im Kunstunterricht bekleiden, sofern sie folgende Bedingungen erfüllen:

1. Belgier oder Staatsangehöriger eines Mitgliedstaats der Europäischen Union sein, es sei denn, dass die Regierung eine Abweichung gewährt;

2. einen einwandfreien Leumund haben;

3. im Besitz der bürgerlichen und politischen Rechte sein;

4. den Milizgesetzen genügt haben;

5. Die Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Sprachregelung erfüllen;

6. in einer Funktion mit vollständigen Leistungen in dem durch die Französische Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterricht endgültig ernannt oder eingestellt sein;

7. ein Dienstalder von mindestens fünfzehn Jahren haben;

8. die Funktion während mindestens zehn Jahren ausgeübt haben;

9. während der fünf vorangegangenen Jahre keine Sanktion oder Disziplinarstrafe erhalten haben.

§ 2. Es wird davon ausgegangen, dass Personalmitglieder im Sinne von § 1, die nicht alle erforderlichen Bedingungen erfüllen, um aufgrund dieser Bestimmung eine endgültige Ernennung erhalten zu können, vorläufig als Inspektor für Kunstfächer im Kunstunterricht ab dem Datum des Inkrafttretens dieses Dekrets eingesetzt sind».

B.12.2. Artikel 215 desselben Dekrets bestimmt:

«Dieses Dekret tritt am 1. September 2007 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 162 § 1, der an dem Datum, an dem die betreffenden Personalmitglieder die erforderlichen Bedingungen erfüllen, wirksam wird».

B.13.1. Im einzigen Klagegrund, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet ist, beantragen die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 4280 und 4281 die Nichtigerklärung der Wortfolge «für Kunstfächer im Kunstunterricht», die zwei Mal in Paragraph 1 und einmal in Paragraph 2 des angefochtenen Artikels 162 enthalten ist.

Sie sind der Auffassung, dass diese Übergangsbestimmung, indem sie ohne vernünftige Begründung den Vorteil einer automatischen endgültigen Ernennung ausschließlich den Inspektoren für Kunstfächer im Kunstunterricht vorbehalte, die Inspektoren der anderen Fächer in den anderen Unterrichtsarten diskriminiere, obwohl diese sich in der gleichen Verwaltungssituation befänden.

B.13.2. Im zweiten Teil des einzigen Klagegrunds, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Grundsätzen der Rechtssicherheit und des rechtmäßigen Vertrauens abgeleitet ist, vertreten die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4372 den Standpunkt, dass die in Artikel 162 vorgesehene Übergangsbestimmung eine ungerechtfertigte Diskriminierung zwischen den Inspektoren für Kunstfächer im Kunstunterricht und den Inspektoren im Fernunterricht einführe.

Daher beantragen sie die Nichtigerklärung von Artikel 162 § 2 des Dekrets vom 8. März 2007.

B.14.1. In Bezug auf Artikel 162 § 1 des Dekrets vom 8. März 2007 heißt es in der Begründung:

«Indem diese Bestimmung die endgültige Ernennung der Inspektoren für Kunstfächer im Kunstunterricht an dem Datum, an dem sie die erforderlichen Bedingungen erfüllt haben, erlaubt, ermöglicht sie es, die besondere Situation dieser Personalmitglieder zu berücksichtigen. Seit vielen Jahren üben diese nämlich ihren Inspektionsauftrag aus, ohne eine solche Ernennung erwarten zu können, da die geltenden Bestimmungen auf diesem Gebiet für sie nie in die Praxis umgesetzt werden konnten.

Die betroffenen Personalmitglieder werden somit uneingeschränkt in die Umsetzung der Reform der Inspektion einbezogen, und ihre statutarische Lage wird stabilisiert» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2006-2007, Nr. 340/1, S. 9).

B.14.2. In Bezug auf die in den Artikeln 157 bis 170 vorgesehenen Übergangsbestimmungen heißt es in den Vorarbeiten:

«Die Umsetzung der neuen Bestimmungen dieses Dekrets erfordert es, verschiedene Übergangsmechanismen vorzusehen, durch die der Übergang von den am Vortag seines Inkrafttretens bestehenden Situationen zur Anwendung der neuen Grundlagenbestimmungen gewährleistet werden kann.

Somit wird die Situation der Personalmitglieder geregelt, die den neuen Bestimmungen des Dekrets unterliegen werden und die am Datum seines Inkrafttretens eine endgültige Ernennung in der von diesen neuen Bestimmungen betroffenen Beförderungsfunktion erhielten oder mit einer Koordinierungsaufgabe der Inspektion beauftragt wurden.

Mit dem Besitz gewisser Brevets oder dem vorherigen Bestehen gewisser Prüfungen sind ferner besondere Bedingungen verbunden.

Es gilt ebenfalls, in Erwartung der konkreten Organisation der vorgesehenen verschiedenen Ausbildungen die konkrete Umsetzung der mit diesem Dekret vorgenommenen Reform zu ermöglichen.

Artikel 162 § 1 soll unter den festgelegten Bedingungen die endgültige Ernennung der Inspektoren für Kunstfächer im Kunstunterricht an dem Datum, an dem sie die in dieser Bestimmung aufgezählten Bedingungen erfüllt haben, ermöglichen. So wird die spezifische Situation dieser Personalmitglieder berücksichtigt, für die die Bestimmungen über die Ernennung nie in die Praxis umgesetzt werden konnten» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2006-2007, Nr. 340/1, S. 20).

B.14.3. Im Vorentwurf des Dekrets war ursprünglich eine Rückwirkung dieser endgültigen Ernennung zum 1. September 2006 vorgesehen.

Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates bemerkte Folgendes:

«Die um eine Rechtfertigung der Rückwirkung von Artikel 162 gebetene Vertreterin der Ministerpräsidentin antwortete:

‘Wie im Kommentar zu diesem Artikel sowie in der Begründung dargelegt wurde, ist der Entwurf dieser Bestimmung Ausdruck des Willens, so schnell wie möglich die Verwaltungssituation der Personalmitglieder, die von der Umsetzung der im jetzigen Textentwurf enthaltenen neuen Bestimmungen betroffen sind und die aufgrund ihrer bisher absolut spezifischen Situation nie eine solche Stabilisierung erwarten konnten, zu stabilisieren.

Die geltenden Regeln für die Zusammensetzung von Kommissionen im Rahmen des Verfahrens, das ihnen eine endgültige Ernennung hätten ermöglichen sollte, sind nämlich so beschaffen, dass dieses Verfahren nie angewandt werden konnte (Art. 1 Absatz 3 des königlichen Erlasses vom 31. Juli 1969 zur Festlegung der Regeln bezüglich der Zusammensetzung der im königlichen Erlass vom 22. März 1969 vorgesehenen Beförderungskommissionen).

Diese Situation ist äußerst nachteilig für Personalmitglieder, die seit vielen Jahren die Funktion als Inspektor ausüben und von denen einige in Kürze in den Ruhestand versetzt werden, ohne bisher diese zahlreichen Jahre des Dienstalters als Inspektor für die Berechnung ihres Pensionsbetrags geltend machen zu können.

Die durch den Entwurf von Artikel 162 vorgesehenen Bedingungen des Dienstalters sind diesbezüglich exemplarisch für die spezifische Lage der Betroffenen’.

Es obliegt dem Dekretgeber zu beurteilen, ob die Gleichheit nicht besser gewährleistet wäre, wenn die Bestimmung so formuliert würde, dass die Betroffenen an dem Tag, an dem sie die Bedingungen für die endgültige Ernennung erfüllen, ihre Ernennung erhalten würden, selbst wenn dieses Datum vor dem 31. August 2006 liegt» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2006-2007, Nr. 340/1, S. 166).

Um diese Bemerkung der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates zu berücksichtigen, wurde der Text des Entwurfs von Artikel 162 geändert, ebenso wie der Text von Artikel 215 des Dekrets vom 8. März 2007, der nunmehr vorsieht, dass Paragraph 1 dieser Bestimmung an dem Datum wirksam wird, an dem die betroffenen Personalmitglieder die vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt haben.

B.15.1. Im Bericht zum Dekretentwurf, aus dem das Dekret vom 8. März 2007 entstanden ist, stellte sich die Frage, ob die Regelung zugunsten der Inspektoren für Kunstfächer im Kunstunterricht auf andere Personen ausgedehnt werden sollte, die die Funktion als Inspektor ausüben und sich in einer ähnlichen Situation befinden:

«[Ein Mitglied] stellt fest, dass Artikel 162 [...] es ermöglichen soll, unter den festgelegten Bedingungen Inspektoren für Kunstfächer im Kunstunterricht endgültig zu ernennen. Somit wird die spezifische Situation dieser Personalmitglieder, für die die Bestimmungen über die Ernennung nie in die Praxis umgesetzt werden konnten, berücksichtigt.

Es scheint, dass andere Inspektoren in einer ähnlichen Lage sind; es handelt sich um die Inspektoren für technische Fächer und Berufspraxis des Sekundarunterrichts, vier Inspektoren des für Französisch des Primarunterrichts, mehrere Inspektoren für allgemeine Fächer des Sekundarunterrichts und mehrere Inspektoren des Fernunterrichts. Trifft diese Information zu, und welche Lösungen werden diesen Personen angeboten?

Wäre es in diesem Fall nicht angebracht, die Überlegung der Vertreterin der Ministerin, die durch den Staatsrat aufgefordert wurde, sich zu dieser Bestimmung zu äußern, zu Ende zu führen, und spezifisch die Lage aller Personalmitglieder, die sich in einer vergleichbaren Situation befinden, zu berücksichtigen? Schließlich sind die Inspektoren, auf die sich dieser Artikel bezieht, nicht die einzigen, für die seit vielen Jahren die Ernennung nicht möglich war.

Bezüglich des Inkrafttretens dieses Artikels ist ein Unterschied zwischen Paragraph 1, der unter Befolgung der Bemerkung des Staatsrates zurückwirkt ab dem Zeitpunkt, an dem das Personalmitglied die vorgesehenen Bedingungen erfüllt, und Paragraph 2, der am 1. September 2007 in Kraft tritt, festzustellen. Diese Maßnahme wird insbesondere nicht ohne Auswirkungen auf den Haushalt sein. Kann die Ministerin vielleicht alle Maßnahmen in Erinnerung rufen, die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets wirksam werden, sie rechtfertigen und die Zahl der von diesen Maßnahmen betroffenen Personen präzisieren sowie schließlich die Auswirkungen auf den Haushalt abschätzen?

Die Ministerpräsidentin erklärt, dass dieser Vergleich nicht zwischen den Inspektoren des Kunstunterrichtes und den anderen gezogen wird. Die Inspektoren des Kunstunterrichtes befinden in einer besonderen Lage. Sie erinnert daran, dass im Kunstunterricht ein Dienstalter von 10 Jahren verlangt wird. Sie ist der Auffassung, dass diese Parallele nicht gezogen werden muss und dass der angeregte Vorschlag nicht der Philosophie des Textes entspricht, so dass man sich ihm nicht anschließen kann!» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2006-2007, Nr. 340/3, SS. 22-23).

B.15.2. Es war im Übrigen ein Abänderungsantrag hinterlegt worden, um den Vorteil dieser Bestimmung auf die anderen Inspektoren auszudehnen.

Bezüglich dieses Abänderungsantrags wurde Folgendes dargelegt:

«Selbstverständlich musste für die im Kunstunterricht tätigen Inspektoren etwas getan werden. Fünfzehn Jahre Dienstalter und zehn Jahre Zugehörigkeit zur Funktion scheinen mir gerecht zu sein. Man muss hingegen bedenken, dass seit geraumer Zeit keine Prüfung für den Erhalt des Brevets mehr durchgeführt worden ist und dass zahlreiche Beamte bisweilen seit langem mit Eifer und Genauigkeit die Funktion als Inspektor zeitweilig ausüben. 2004 hat der Dekretgeber beschlossen, anlässlich der Änderung des Statuts für den Weiterbildungsunterricht die zu diesem Zeitpunkt zeitweilig eingesetzten Inspektoren des Weiterbildungsunterrichts zu regularisieren. Es gibt also einen Präzedenzfall.

Daher bin ich der Meinung, dass es viel gerechter wäre, die Bestimmung auf alle auszudehnen. Man kann natürlich den Vorschlag bezüglich der Inspektoren des Kunstunterrichts aufrechterhalten, aber es sollten alle Inspektoren in den Genuss dieser Bestimmung gelangen» (*C.R.I.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2006-2007, Nr. 11, Sitzung vom 27. Februar 2007, S. 23).

Dieser Abänderungsantrag wurde nicht angenommen.

B.16. Es obliegt in der Regel dem Gesetzgeber zu beurteilen, ob eine Gesetzesänderung mit Übergangsmaßnahmen einhergehen muss, um die rechtmäßigen Erwartungen der betroffenen Personen zu berücksichtigen, und er hat zu bestimmen, unter welchen Bedingungen und in welchen Fristen zugunsten dieser Personen von den neuen Bestimmungen abgewichen werden kann.

B.17.1. Der Gesetzgeber darf jedoch, wenn er eine Übergangsbestimmung zugunsten einer Kategorie von Personen einführt, keinen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied gegenüber einer Kategorie von Personen schaffen, die sich in einer gleichartigen Situation befinden würde.

B.17.2. Auch wenn praktische Schwierigkeiten bei der Umsetzung der Ernennungsverfahren eine abweichende Übergangsregelung für die Inspektoren für Kunstfächer im Kunstunterricht rechtfertigen konnten, ist jedoch festzustellen - was im Übrigen der berufliche Werdegang aller Kläger beweist - dass gleichartige praktische Schwierigkeiten außerhalb des Kunstunterrichts in Bezug auf Personen bestehen, die vorläufig und bisweilen seit vielen Jahren die Funktion als Inspektor ausüben.

Wie aus der Rechtfertigung des in B.15.2 zitierten Abänderungsantrags hervorgeht und von der Regierung der Französischen Gemeinschaft in ihren Schriftsätzen nicht in Frage gestellt wird, stellt sich in der Tat heraus, dass zahlreiche Personen, so wie die Kläger, die Funktion als Inspektor ausüben, ohne die Möglichkeit gehabt zu haben, das Brevet im Hinblick auf eine Ernennung zu erlangen.

B.17.3. Folglich führt die angefochtene Bestimmung einen nicht vernünftig gerechtfertigten Behandlungsunterschied zum Nachteil der Personen ein, die zeitweilig die Funktion als Inspektor anderswo als im Kunstunterricht ausüben.

Es ist daher nicht gerechtfertigt, von der im angefochtenen Artikel 162 vorgesehenen Übergangsregelung Personen auszuschließen, die sich außerhalb des Kunstunterrichts in den gleichen Bedingungen befinden, wie sie in dieser Bestimmung vorgesehen sind, wobei diese insbesondere ein längeres Dienstalter in der Funktion und im Dienst verlangt, als in Artikel 45 des Dekrets vorgesehen ist.

B.18. Der Klagegrund in den Rechtssachen Nrn. 4280 und 4281 und der zweite Teil des Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 4372 sind also begründet.

B.19. Nur die Wortfolge «für Kunstfächer im Kunstunterricht» ist für nichtig zu erklären, da es im Widerspruch zur Zielsetzung von Artikel 162 stehen würde, diese Bestimmung insgesamt für nichtig zu erklären.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt die Wortfolge «für Kunstfächer im Kunstunterricht» in Artikel 162 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 8. März 2007 «über den allgemeinen Inspektionsdienst, den Dienst für pädagogische Beratung und Betreuung des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichts, die Büros für pädagogische Beratung und Betreuung des von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Unterrichts und über das Statut der Mitglieder des Personals des allgemeinen Inspektionsdienstes und der pädagogischen Berater» für nichtig;

- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Oktober 2008.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.